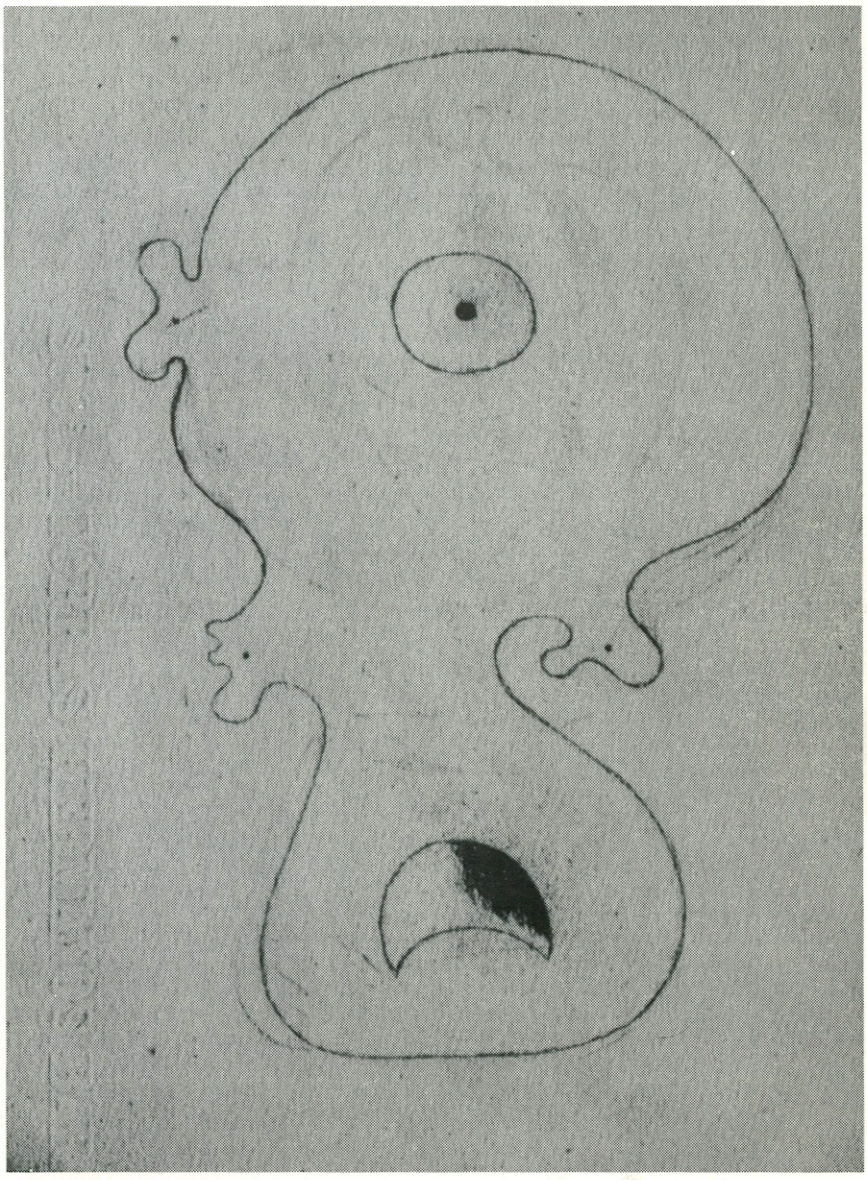
Critique Communiste

Revue mensuelle de la Ligue communiste révolutionnaire
(section française de la IV[e] Internationale)

N° 82 | Février 1989 | 20 F



◊ CFDT,
Une scission
organisée par la direction

◊ Henk Sneevliet

◊ Science dure
et médecines douces

◊ Sur les licornes
et la mémoire de l'eau

LA CRISE EST UN LONG FLEUVE TRANQUILLE

INITIATION

La presse aidant, *le délit d'initiation* fait florès. Jusqu'alors le capitalisme ne nous avait pas habitué à faire droit au fantastique. On nous avait appris que l'économie est un univers rationnel régi par des lois aussi implacables qu'intangibles. Lois de la production des richesses et de leur partage. Lois du marché et de la contrainte extérieure... Bref, les « grands équilibres » si chers à Michel Rocard. Ceux au nom desquels il faut, souvent, bloquer les salaires et laisser filer les loyers... Qui font que les riches s'enrichissent et que les pauvres restent pauvres.

Il y avait bien, parfois, quelques scandales nauséabonds, obligeant à écarter quelques affairistes et autres « boursicoteurs » afin de refermer vite le couvercle. Pour que le monde reprenne ses apparences immobiles et que se rétablisse l'ordre tranquille qui permet aux travailleurs de travailler, aux chômeurs de chômer et aux patrons de patronner.

Que viennent faire les mystères en ces affaires ? Car, si certains sont initiés et d'autres non, c'est bien de cela qu'il s'agit.

Ne jouons pas les béotiens : ces mystères ne nous tiendront pas longtemps en haleine. Marx nous a initié de longue date à la compréhension qu'il n'est de valeur que par le travail, et aussi que cette sueur et ce sang, pour s'accumuler en capital, doivent se métamorphoser. Opération fascinante et, comme toute métamorphose, quelque peu dégoûtante, qui ne peut se faire qu'au profit de quelques uns, entre les mains desquels la pelote s'enfle démesurément.

Pas plus grand mystère dans cette autre évidence que les sentiers de l'argent bifurquent sans fin dans les jardins du pouvoir.

C'est bien pourquoi les honnêtes libéraux s'offusquent seulement de voir la notion d'initiation accolée à celle de délit.

L'initiation aux choses de l'argent ? Un simple *privilège* !

Au demeurant, l'évocation de possibles « sanctions » ne sert que de rideau de fumée. Un privilège ne se sanctionne pas, il s'abolit !

SOMMAIRE

4 La crise est un long fleuve tranquille, par Maxime Durand.

★
★ ★

15 CFDT : un processus scissionniste organisé par la direction, par Alain Nazier.

21 Henk Sneevliet : le révolutionnaire oublié, par Michaël Löwy.

★
★ ★

23 Science dure et médecines douces, par Klara Robak.

29 Sur les licornes et la mémoire de l'eau, par Klara Robak.

33 Index des articles paru en 1988.

Photo de couverture : dessin de Joan Miró, 1930.

La crise est un long fleuve tranquille

MAXIME DURAND

LA situation économique actuelle soulève toute une série de questions : jusqu'à quel point, et pourquoi, se sont trompés ceux qui annonçaient, à l'occasion du krach d'il y a un an, l'ouverture d'une nouvelle grande récession ? De manière plus générale, le capitalisme, qui semble bien se porter, a-t-il trouvé un moyen de sortir de la crise de manière durable ? Si l'on répond oui à la question précédente, comment comprendre alors l'étroitesse de la marge de manœuvre dont semble ou prétend disposer le gouvernement Rocard ? Cet article voudrait, en partant de ces interrogations, ouvrir un certain nombre de pistes théoriques et pratiques permettant de mieux comprendre la nature de cette crise qui, bien évidemment, continue.

L'ERREUR SUR LE PRONOSTIC

Inutile de tourner autour du pot : les économistes, dans leur ensemble, se sont trompés. Ils prévoyaient une année 1988 au moins très difficile, elle a, en réalité, été marquée par un supplément de croissance dans les grands pays capitalistes.

Dans un récent article paru dans *Rouge* (« Non, la crise n'est pas finie ! »), Henri Wilno a bien montré comment le capitalisme a su rebondir après le faux pas du krach boursier. Pas plus que les autres, les marxistes n'ont su apprécier les ressources cachées du système, ni sa capacité à réagir plus efficacement qu'à l'occasion du krach de 1929. Mais, dans la mesure où ils ont su raccrocher les phénomènes financiers aux mécanismes de l'accumulation du capital, leur erreur n'est pas de même nature, et renvoie essentiellement à une mauvaise appréciation des rythmes.

L'une des principales caractéristiques de la prochaine grande récession, c'est précisément le temps important nécessaire à sa maturation. De manière générale, l'onde longue récessive qui s'est ouverte au début des années soixante-dix, et qui permet de dire que l'on vit « dans la crise » depuis quinze ans, a pour effet de ralentir, d'étirer, de diluer les processus à l'œuvre. Le krach a pu sembler accélérer le mouvement mais, encore une fois, les mécanismes stabilisateurs ont fonctionné mieux que prévu.

LE CAPITALISME EST TOUJOURS EN CRISE

Tous les articles que l'on peut lire en ce moment et qui décrivent l'émerveillement devant ce capitalisme qui a su se reprendre au moment où il basculait dans l'abîme comportent cependant un ultime paragraphe venant rappeler, pour mémoire, que les déséquilibres subsistent. L'embellie capitaliste aura cet avantage de nous inviter à aller plus au fond dans notre analyse de la crise et dans notre critique du capitalisme.

Quand on entend dire que le capitalisme va mieux, il faut bien s'entendre sur les mots. Il va mieux à ceci près que, pour la majorité de l'humanité, 1988 aura été une année terrible marquée par une montée de la faim et de la misère. Le capitalisme va mieux, si l'on veut bien laisser pour compte les millions de chômeurs des pays développés, si l'on veut bien oublier aussi la régression sociale, insidieuse et lente, qui se traduit par exemple par la paupérisation de tous les services publics.

Il y a, dans cette satisfaction affichée devant la croissance de la production des pays industrialisés, un cynisme et un égoïsme que les générations futures auront du mal à comprendre. Mais, passons... Puisque le taux de croissance va être de 3,5 % au lieu de 2,5 % tout va bien et pourquoi alors ne pas danser au bord du volcan, ou pas très loin de la misère ?

Mais que penser de notre analyse de la crise et de la portée de la critique que nous adressons au capitalisme, s'il suffisait, pour ébranler l'une et l'autre, de voir que la TVA sur la Hifi va baisser de 33 à 28 % ? En réalité, le capitalisme continue à ne pas

bien se porter et la reprise actuelle est en grande partie une fuite en avant.

LA REPRISE DE L'INVESTISSEMENT NE PEUT S'AUTO-ENTRETENIR

Ce qui se passe maintenant, en France tout au moins, est un rattrapage du retard à l'investissement qui faisait que certaines industries en étaient venues à manquer de capacités de production. Le fait de se trouver dans une onde longue récessive n'implique pas que ce soit la récession permanente : il existe des phases de reprise, mais de faible ampleur et surtout insuffisantes pour fonder un nouveau mode de croissance solidement établi.

Les économies européennes sont entrées dans une telle phase, qui se caractérise par une reprise de l'investissement. Le mécanisme à l'œuvre est celui de l'accélérateur, que l'on peut décrire rapidement de la façon suivante : pour atteindre un certain volume de production, il faut une capacité de production suffisante. Chaque année, l'investissement représente la capacité nouvelle installée, qui permet d'ajuster le niveau des capacités de production au niveau nécessaire compte tenu de la demande prévue. C'est cette différence entre capacité installée et capacité nouvelle qui fonde le mécanisme d'accélérateur. Admettons qu'une année donnée les perspectives de production augmentent de 1 % : il va falloir augmenter les capacités de 1 %, en admettant qu'il n'y ait pas de capacités disponibles. Mais pour augmenter de 1 % l'ensemble des capacités installées, il faut augmenter dans une proportion beaucoup plus grande la nouvelle capacité, autrement dit l'investissement. Si les capacités totales sont de 1000, et l'investissement de 100, 1 % de capacités nouvelles soit 10 de plus représentent 10 % de l'investissement. Comme l'investissement est lui-même une composante de la demande, ce dynamisme est encore amplifié : il faut non seulement de nouvelles machines pour produire plus de biens de consommation, mais aussi de nouvelles machines pour produire ces nouvelles machines.

La récente note de conjoncture de l'INSEE étudie en détail la reprise de l'investissement dans les quatre principaux pays européens et montre que dans chaque pays on a assisté à la succession de deux phases de croissance de l'investissement séparées par une phase de ralentissement. Dans le cas de la France, la première reprise de l'investissement se situe à cheval entre 1984 et 1985, et la seconde a démarré au second trimestre de 1987. De ce point de vue, la reprise française est relativement tardive par rapport aux autres pays.

Mais surtout, et c'est une des leçons essentielles de l'économie marxiste, il ne peut y avoir de croissance tirée longtemps par la section I, c'est-à-dire par l'ensemble des branches produisant des biens de production. A moyen terme, et c'est ce que montre l'INSEE, il faut que la section II prenne le relais. Dans la mesure où la reprise actuelle est très largement tirée par l'investissement, elle ne saurait s'auto-entretenir durablement. Assez rapidement le rythme de croissance de l'économie mondiale devra redescendre au niveau rendu possible par les règles du jeu capitaliste.

LA PLUS-VALUE RELATIVE EST INSUFFISANTE

Le moteur capitaliste, c'est le taux de profit, dont l'évolution dépend de plusieurs facteurs. Un peu de mathématiques n'est pas inutile ici. De manière très simplifiée et empirique, le taux de profit se calcule selon la formule ci-dessous :

$$R = \frac{Q - sN}{K}$$

Q représente le produit, K le capital, N le nombre de travailleurs, et s le salaire réel. Cette formule peut se transformer comme suit :

$$R = Q / K \, (1 - s / PROD)$$
$$\text{avec } PROD = Q / N$$

Le taux de profit dépend donc de deux rapports essentiels. Le premier, s/PROD, rapporte le salaire réel s à la productivité du travail PROD, et mesure la part des salaires

dans la production. C'est donc un indicateur du taux d'exploitation.

Le second terme, Q/K peut être baptisé « efficacité du capital » : il rapporte le volume de la production au volume du capital fixe utilisé pour cette production. On peut à son tour le décomposer en deux termes, en écrivant :

$$Q/K = (Q/N)/(K/N)$$

Le capital par tête K/N tend constamment à croître avec l'accumulation du capital : le volume de capital correspondant à chaque poste de travail est de plus en plus important. Si tout se passe bien, cet accroissement de l'intensité capitalistique a pour effet d'engendrer une élévation de la productivité du travail : pour chaque poste de travail, il faut plus de machines, mais elles permettent au travailleur qui l'occcupe de produire plus. Ce qui compte, du point de vue de la rentabilité, c'est bien le rapport entre Q et K qui mesure le volume de produit par unité de capital installé. Si ce rapport s'élève, on peut dire que l'efficacité du capital augmente, et c'est bon pour le taux de profit. Pour reprendre les catégories marxistes, on peut considérer en première approximation que l'efficacité du capital ainsi définie varie en sens inverse de la composition organique du capital.

La règle d'or est finalement la suivante : pour assurer le maintien du taux de profit, il suffit que le capital par tête, le salaire réel et la productivité du travail augmentent à la même vitesse. C'était à peu près le cas pendant la croissance d'avant la crise en France. Mais on peut de manière plus générale calculer la croissance du salaire réel qui permet le maintien du taux de profit, pour une progression donnée de la productivité du travail et de l'efficacité du capital. Cette formule dépend en fait de la part des salaires dans le produit que nous

TABLEAU 1

PRODUCTIVITE ET CONTRAINTE DE SALAIRE

	OCDE	USA	JAPON	RFA	FRANCE	R.U.	ITALIE
Productivité du travail							
Avant 1973	4,2	2,2	8,8	4,7	5,9	3,3	6,6
1973-1979	1,6	0,3	3,2	3,4	3,5	1,3	2,4
1979-1986	1,4	0,6	2,8	2,0	2,3	1,9	1,3
1986-1989	1,4	0,7	3,1	1,6	2,2	2,4	1,7
Efficacité du capital							
Avant 1973	-0,3	0,3	-2,0	-1,2	0,6	-0,9	0,6
1973-1979	-1,4	-0,8	-2,9	-1,0	-1,1	-2,0	-0,3
1979-1986	-1,3	-1,0	-2,0	-1,3	-1,3	-0,8	-0,6
1986-1989	-1,0	-0,6	-2,2	-1,0	-0,8	1,2	-0,8
Contrainte sur salaire							
Avant 1973	4,0	2,4	7,8	4,1	5,6	2,8	6,9
1973-1979	0,9	-0,1	1,7	2,9	2,9	0,3	2,2
1979-1986	0,7	0,1	1,8	1,3	1,6	1,5	1,0
1986-1989	0,9	0,4	2,0	1,1	1,8	3,0	1,3

Secteur privé, taux de croissance annuels moyens en %.
Calculs d'après l'OCDE Perspectives économiques juin 1988 p. 52.

prendrons ici égale à deux tiers, ce qui est proche de la réalité, et permet une écriture simple de la formule ci-dessous :

TSAL = TPROD + 1/2 TEFF

TSAL représente le taux de croissance du salaire réel compatible avec le maintien du taux de profit, TPROD le taux de croissance de la productivité du travail et TEFF celui de l'efficacité du capital. Le coefficient 1/2 représente quant à lui le rapport profits/salaires et correspond à une part des salaires égale ici aux deux tiers. Ce coefficient vaudrait 1 pour une part des salaires égale à 1/2, et 1/3 pour une part des salaires égale aux 3/4.

Au total, la formule s'interprète simplement : si l'efficacité du capital est constante, alors il suffit pour assurer le maintien du taux de profit que le salaire augmente au même rythme que la productivité. S'il y a dégradation de l'efficacité du capital, le salaire doit croître moins vite que la productivité du travail, afin de compenser cette perte d'efficacité en termes de rentabilité.

Cette relation a été utilisée pour construire la contrainte de salaire, telle qu'elle figure dans le tableau ci-dessous, dont les résultats sont tout-à-fait parlants. Avant 1973, la productivité du travail augmentait de 4,2 % dans l'ensemble des pays impérialistes : depuis, elle n'augmente plus que de 1,4 %. Sa progression a donc été divisée par trois, et aucune inflexion de cette tendance n'est prévue dans les années à venir. Avant 1973, l'efficacité du capital était à peu près stable : depuis, elle baisse de l'ordre de 1,3 % par an. Cette baisse correspond grosso modo à une hausse de la composition organique du capital, tandis que le rythme de productivité du travail fixe l'augmentation du pouvoir d'achat du salaire au delà de laquelle le taux d'exploitation baisse.

Ces données définissent la croissance du salaire réel à ne pas dépasser si l'on veut maintenir le taux de profit à son niveau acquis. Cette contrainte s'est considérablement resserrée pour l'ensemble des pays de l'OCDE : la croissance maximale du salaire réel compatible avec un maintien du taux de profit était de 4 % avant 1973, donc avant la crise, et de moins de 1 % après. Voir tableau 1.

L'EVOLUTION DU TAUX DE PROFIT ET L'ARTICULATION DE L'INDUSTRIE AVEC L'ENSEMBLE DE L'ECONOMIE

L'étude de la contrainte du salaire permet de mieux comprendre la nécessité du capitalisme, dans la phase actuelle, de contenir la progression des salaires réels. Ce qui est à la racine de cette exigence, c'est le coût élevé de la productivité du travail en termes d'efficacité du capital. Pour prendre en compte ces aspects, il est nécessaire ici d'introduire une distinction entre l'industrie et l'ensemble de la production marchande. C'est que l'industrie, malgré les discours sur la société post-industrielle, continue à jouer un rôle spécifique.

La première raison en est que les deux grandes sections de l'économie se situent de manière différente vis-à-vis de l'industrie manufacturière : les moyens de production (matières premières, énergie, biens d'équipement) sont pour l'essentiel des produits d'autres branches de l'industrie, tandis qu'une fraction importante des moyens de consommation ne sont pas des biens industriels. Cette non-symétrie a son importance quant à l'accumulation du capital.

La seconde raison est que les produits industriels jouent un rôle central dans les échanges extérieurs dont ils représentent en gros les deux tiers dans le cas d'un pays comme la France. Tous les discours sur la nécessaire compétitivité ne concerne en fait que les secteurs dont les produits font l'objet d'échanges internationaux, même si les secteurs « abrités » et « concurrencés » sont reliés entre eux par la fixation du salaire.

Enfin, l'industrie joue encore un rôle d'entraînement quant à la détermination du salaire et des conditions de travail, tout acquis — ou tout recul — dans le secteur ayant tendance à s'étendre à l'ensemble de l'économie.

Graphique 1

LE TAUX DE PROFIT

Or, du point de vue de l'évolution du taux de profit, l'industrie ne se comporte pas de la même façon que l'ensemble du secteur marchand, comme le montre le graphique 1.

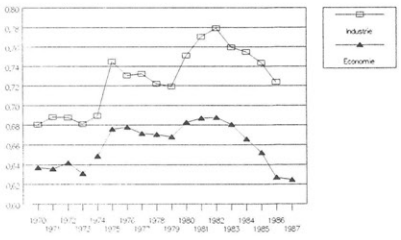
On s'aperçoit que le taux de profit dans l'industrie a connu une évolution très marquée : la première récession de 1974-1975 l'a fait passer de 15 à 12 %, et la seconde 1980-1982 de 12 à 8 %. Depuis, la politique d'austérité a permis son rétablissement à 10 ou 11 %, c'est-à-dire à un niveau nettement inférieur à ce qu'il était avant crise. L'évolution de l'ensemble des entreprises connaît les mêmes phases, mais avec des inflexions moins marquées, et une reprise plus nette dans les années récentes, qui font que le taux de profit a pratiquement retrouvé son niveau d'avant-crise.

La productivité du travail a certes progressé plus rapidement dans l'industrie que dans l'ensemble de l'économie, et ce mouvement divergent s'accélère notablement dans les années récentes. Mais surtout, ces gains de productivité ont été obtenus au prix d'une intensification très nette des méthodes de production et, au total, l'efficacité du capital baisse plus nettement dans l'industrie. Entre 1980 et 1987, la productivité du travail a augmenté en moyenne de 3,4 % dans l'industrie, mais dans le même temps le capital par tête y progressait de 4,5 %, alors que ces chiffres étaient respectivement de 2,1 % et de 3 % pour l'ensemble des entreprises. L'industrie se caractérise donc par un mode de croissance dégageant plus de gains de productivité, mais plus coûteux en capital. On peut donc dire en raccourci que le blocage des salaires est nécessaire pour compenser un coût en capital accru, et maintenir ainsi le niveau du taux de profit.

Cette configuration caractérise une période de mutations des méthodes de production et d'accroissement de la concurrence. Les gains de compétitivité s'accompagnent de réductions massives d'emplois. Entre 1980 et 1987, l'industrie a supprimé 18 % des emplois, soit 867 000 postes de travail, tandis que dans le même temps l'emploi total ne reculait que de 1,8 %. Autre façon de dire la même chose : l'emploi industriel ne représente en 1987 que 18,2 % des emplois, contre 21,9 % en 1980. Voir graphique 2.

Graphique 2

LA PART DES SALAIRES



LES DIFFICULTES DE LA REALISATION

De manière symétrique aux difficultés résultant des exigences de la rentabilité, il faut ici examiner les problèmes liés à la réalisation. Pour bien fonctionner, le capitalisme doit non seulement assurer un bon niveau de taux de profit, mais aussi réussir à vendre les marchandises produites. En d'autres termes, il faut que la répartition des revenus conduise à une structure de la demande compatible avec la contrainte de profit. Or, cela ne va pas de soi, ni du point

de vue de la répartition globale des revenus, ni de celui des structures de consommation.

Sans vouloir reprendre dans le détail les schémas de la reproduction de Marx, il suffit de rapprocher les deux manières de décomposer le produit, qui donnent immédiatement la relation de base suivante :

biens de consommation =
salaires + plus-value non accumulée

Si on laisse de côté les échanges extérieurs et l'épargne des salariés, on voit bien que les revenus qui absorbent les biens de consommation sont constitués par les salaires d'une part, par la plus-value non-consommée d'autre part. La condition de réalisation de la plus-value implique que cette égalité soit assurée dans le temps. Le plus simple serait que tout augmente parallèlement, salaires et consommation. Le graphique 3 montre que ce fut grosso modo le cas jusqu'au début des années quatre-vingt. A partir de cette période, le pouvoir d'achat de l'ensemble des rémunérations salariales reçues par les ménages se met à croître beaucoup moins vite qu'avant, et beaucoup moins vite que la consommation. Ainsi, entre 1980 et 1987, le pouvoir d'achat des salaires a augmenté de 0,9 % l'an, tandis que la consommation progressait selon un rythme annuel moyen de 2,3 %.

Que s'est-il donc passé ? L'égalité fondamentale marxienne permet de répondre : un transfert vers la consommation en provenance de revenus non salariaux, qui résulte probablement de deux mouvements allant dans le même sens. En premier lieu, les revenus non salariaux ont vu leur pouvoir d'achat augmenter de 1 % plus rapidement que les revenus salariaux depuis 1980, et ce mouvement s'accélère dans les années récentes : il y a donc une répartition des revenus qui se tord en faveur des revenus non salariaux, autrement dit de la plus-value non accumulée. Par ailleurs, il est probable que la propension à consommer les revenus non salariaux a récemment augmenté. Tout cela est difficile à identifier, en raison de l'incroyable stagnation que connait la production de l'INSEE en matière de statistiques socio-économiques. Tout le monde commente la baisse du taux d'épargne globale des ménages, sans que des enquêtes plus détaillées permettent d'affecter ce mouvement global, en le décomposant en évolutions élémentaires mettant en jeu les grandes catégories de revenus : les derniers résultats datent de 1979 !

En tout cas, le résultat est là : il est en train de se créer un écart croissant entre l'évolution des salaires et celle de la consommation qui ne peut être comblé que par une redistribution des revenus. En d'autres termes, la reprise actuelle s'appuie sur un transfert des salariés vers les non-salariés, transfert continu et s'accompagnant d'une baisse du taux d'épargne. Le moteur de la croissance française, c'est la consommation de la plus-value.

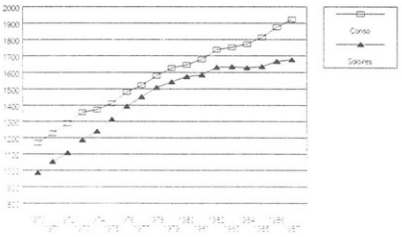
Comme l'écart a tendance à croître, il faut donc que le transfert de revenus soit, lui aussi, continu : c'est cela qui est important et qui permet de conclure à la nature forcément transitoire de ce mode de croissance. On ne peut en effet prolonger indéfiniment une telle re-concentration des revenus, ne serait-ce qu'en raison des résistances sociales qu'elle suscite très rapidement dans un pays comme la France. Mais un retour au fordisme, qui permettait de réaliser une certaine proportionnalité dans la croissance, est tout aussi impossible. On a déjà souligné la nécessité de contenir les salaires afin de maintenir ou terminer de restaurer le taux de profit, c'est une première raison. Mais ce n'est pas la seule : l'autre contradiction réside dans le désajustement croissant entre la répartition sectorielle de la dynamique de la productivité, et l'évolution structurelle des normes de consommation.

EVOLUTION DES NORMES DE CONSOMMATION

Le tableau 2 permet de présenter l'évolution de la consommation des ménages à partir d'une distinction entre trois catégories. Les biens « individuels » regroupent les consommations d'alimentation, d'habillement et d'équipement du logement. La caractéristique commune de ces biens est que ni leur production, ni leur demande, ne sont socialisées de manière importante, et

Graphique 3

CONSOMMATION ET SALAIRES



qu'il s'agit pour l'essentiel de biens industriels. Cette première catégorie de consommation ne croît que faiblement par rapport à l'ensemble de la consommation : de 2,1 % l'an entre 1970 et 1980 (contre 3,5 %) et de 1 % entre 1980 et 1987 (contre 2,3 %). En 1987, ce premier groupe de consommation représente 35 % de la consommation des ménages, contre 44 % en 1970. Les dépenses de transport, c'est-à-dire essentiellement l'automobile, représentent, en 1987, 16,6 % des dépenses totales, contre 14,3 % en 1970. Cette part est restée constante depuis 1980 environ ; autrement dit, le rôle moteur de l'automobile dans le dynamisme de la demande s'est progressivement estompé, et de ce point de vue, l'automobile est devenue une industrie moyenne.

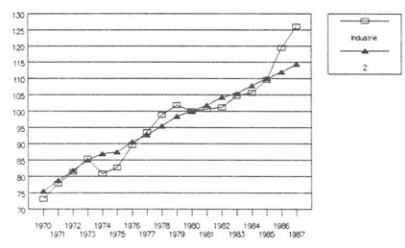
Automobile et biens « individuels » représentent une grosse moitié (51,6 % du total) de la consommation des ménages. L'autre moitié regroupe les dépenses portant plutôt sur des biens « collectifs » et sur les services, à savoir les dépenses de logement, chauffage et éclairage, celles de santé et servives médicaux, enfin l'enseignement, les loisirs, les spectacles et la culture. Cet ensemble de consommations regroupe globalement des caractéristiques communes : il s'agit de biens indivisibles, qui correspondent à une offre du secteur public, où la fraction socialisée de la dépense — santé, éducation — est importante. Les secteurs concernés ont un fort contenu en main-d'œuvre, et une faible partie seulement de ces besoins est satisfaite au moyen de produits manufacturés. Or, cette catégorie de consommations croît plus vite que l'ensemble : de 4,3 % au lieu de 3,5 % entre 1970 et 1980, puis de 3,3 % au lieu de 2,3 % entre 1980 et 1987.

Ce n'est pas tout. L'une des caractéristiques complémentaires de cette ventilation est de conduire à une distinction entre industrie et reste de l'économie du point de vue des performances de productivité. On utilisera ici les résultats d'une étude menée en termes d'analyse sectionnelle. Cela consiste à regrouper les différentes activités économiques en fonction de la destination de leur produit. Les grandes sections distinguées ici utilisent les catégories de la Comptabilité nationale et l'on n'a pas les moyens de ventiler les consommations intermédiaires selon l'usage final des secteurs les achetant. Voir graphique 4.

Pourtant, une telle approche livre des résultats assez nets : en particulier, le tableau 3 montre que les progrès de productivité sont fortement différenciés d'un secteur à l'autre. D'un côté la « section industrielle » qui regroupe l'investissement, les exportations, et la consommation des ménages en produits industriels connait une progression assez rapide de la productivité du travail, de 21 % entre 1980 et 1987. En revanche, la consommation des ménages en produits non industriels et celle du secteur public se caractérisent par une productivité quasi-stagnante, qui ne progresse pour cet ensemble que de 3,4 % entre 1980 et 1987. Mais, en même temps, on constate que cette section « non industriele » est la plus dynamique, dans la mesure où la demande y progresse de 16,4 % entre 1980 et 1987, contre 6,7 % seulement pour la section industrielle. Cette différentiation se retrouve du côté des effectifs : le secteur « non industriel » crée 847 000 emplois sur cette même

Graphique 4

LA PRODUCTIVITE DU TRAVAIL



période, tandis que le secteur industriel en détruit 524 000.

LA FAUSSE SOLUTION DES SERVICES

A partir de cette évolution très différenciée de la productivité et de l'emploi selon les secteurs, d'astucieux économistes [1] ont découvert la solution à la crise et notamment la manière de faire reculer le chômage. Puisque toute une série de secteurs de l'économie se caractérisent par une progression moins rapide de la productivité, il faut favoriser leur croissance, et ils créeront suffisamment d'emplois pour résorber les actuels chômeurs. Et justement, c'est l'évolution naturelle de la société post-industrielle. Par conséquent, il suffit d'entrer résolument dans la modernité et dans la société de services, et l'on s'apercevra bien vite que cette fameuse crise n'était qu'une crise de transition, finalement créatrice de progrès.

Cette thèse repose évidemment sur un certain nombre de constats qui sont justes, mais son optimisme est criticable, pour deux séries de raisons, qui ne se situent pas au même niveau et qu'il convient de bien distinguer. En premier lieu, ce modèle n'apporte pas de réponse réelle au problème de fond du capitalisme. On ne peut y trouver un nouveau régime d'accumulation stable. Et, en second lieu, les tendances correspondant à la mise en place de cette société de services représenteraient une gigantesque régression sociale. Voir graphique 5.

L'idée de base est relativement simple puisque l'évolution de l'emploi d'une branche se déduit par différence entre celle de la production et celle de la productivité. Et si la productivité dans l'industrie manufacturière a augmenté considérablement dans le temps, il n'en va pas de même des services. Par exemple, bien que la notion de productivité soit ici difficile à mesurer, il est clair qu'une heure d'enseignant ou de coiffeur a, grosso modo, la même efficience aujourd'hui qu'il y a cent ans et par conséquent le même « service » nécessite la même dépense de travail. Il en va évidemment tout autrement des produits de l'industrie. On peut nuancer, discuter le détail en remarquant, par exemple, qu'il existe des services susceptibles d'être automatisés (guichets, caisses, secrétariat, etc.), mais on ne peut nier l'idée de base. Il est d'ailleurs facile de vérifier qu'entre 1980 et 1987, ce sont les secteurs qui connaissent les gains de productivité les moins importants qui créent le plus d'emploi. Peut-on en déduire une règle qui consisterait en somme à freiner la productivité moyenne pour favoriser la création d'emplois ? Est-ce là une solution envisageable par le capitalisme ?

Tout ce qui précède montre que deux conditions doivent être remplies. Du point de vue de la rentabilité, une première

LES TROIS CONSOMMATIONS

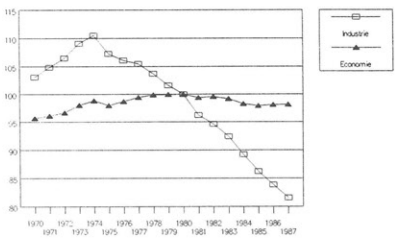
	NIVEAU 1987 (Milliards F 80)		TCAM 80/70	TCAM 87/80
BIENS « INDIVIDUELS »	674	35,0 %	2,1 %	1,0 %
Alimentation	386	20,0 %	1,9 %	1,3 %
Habillement	129	6,7 %	1,3 %	0,9 %
Meubles & équip. ménager	159	8,3 %	3,2 %	0,2 %
TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS (essentiellement Automobile)	320	16,6 %	5,0 %	2,3 %
BIENS « COLLECTIFS » & SERVICES	929	48,3 %	4,3 %	3,3 %
Logement	356	18,5 %	4,1 %	3,1 %
Santé	189	9,8 %	5,3 %	5,8 %
Loisirs, éducation	147	7,6 %	4,7 %	2,9 %
Autres	238	12,4 %	3,7 %	2,0 %
CONSOMMATION TOTALE	1923	100,0 %	3,5 %	2,3 %

TCAM : Taux de croissance annuel

TABLEAU 2

Graphique 5

L'EMPLOI



condition peut facilement être dégagée en termes de productivité. On a vu que celle-ci est l'un des paramètres essentiels venant déterminer le taux de profit et son évolution. Tout ralentissement de la productivité tend à faire baisser le taux de profit. Tout le problème consiste donc à déconnecter la création d'emplois sur la base d'une faible productivité d'un côté, et la détermination du taux de profit. Or, on s'aperçoit rapidement que la seule solution logique réside dans le développement d'une sphère de l'économie non soumise aux exigences de la rentabilité capitaliste. C'est bien là que réside le noyau rationnel de l'idée d'économie duale où coexistent une sphère du profit capitaliste et une sphère des services consacrés à l'emploi.

Que faut-il, en termes de revenus, pour que cela fonctionne ? Dans la sphère des services, il faut évidemment que les salaires soient très bas, parce qu'ils vont devoir s'échanger soit contre les salaires du secteur compétitif, soit contre de la plus-value redistribuée, et, réciproquement, il faut assurer une concentration des revenus en faveur des riches qui seuls pourront consommer largement des services aux prix relatifs croissants. On sent bien intuitivement que le réglage fin est diablement compliqué, et ne peut fonctionner très longtemps. On peut, pour simplifier, exclure l'idée-limite d'une expulsion en dehors de la sphère capitaliste d'un secteur d'économie qui fonctionnerait sur lui-même, parce que le modèle, pour être crédible, implique une articulation des deux secteurs. Dans ces conditions la production du secteur de services ne peut être achetée par ce secteur lui-même ; elle ne peut l'être que par les salaires des autres secteurs, ou par de la plus-value non accumulée. Inévitablement, soit parce qu'ils viennent s'incorporer aux salaires, soit parce qu'ils ponctionnent la plus-value disponible pour l'accumulation, ces dépenses en services permettant le développement d'un secteur de services créateur d'emplois va avoir des effets en retour néfastes sur le taux de profit et/ou le taux d'accumulation.

Une variante de ce modèle est celle de la « troisième demande » caractéristique de nombreux pays semi-industrialisés. Il s'agirait de revenus non salariaux qui augmenteraient régulièrement de manière à acheter la production des secteurs à faible productivité, tandis que la progression des salaires du secteur productif seraient bloquées. C'est un peu ce qui se passe en France depuis quatre ou cinq ans : le pouvoir d'achat du salaire stagne, et le surplus dégagé par les progrès de la productivité est distribué sous forme de revenus non salariaux. Deux catégories bénéficient de cette manne : ce sont les détenteurs d'actifs financiers, dans la mesure où la hausse des taux d'intérêt signifie une augmentation de leur quote-part de plus-value, et ce sont les professions indépendantes (bouchers, dentistes, etc.) qui bénéficient d'une évolution de prix relatifs qui leur sont très favorables. Mais la perpétuation de ce modèle se heurte à de nombreux obstacles. Il faut bien comprendre que ce schéma repose sur une distorsion continue dans la répartition des revenus et notamment sur une baisse constante de la part des salaires dans leur ensemble : il ne suffit pas d'un changement, même brutal, intervenant une fois, il faut constamment l'entretenir. C'est d'ailleurs une remarque d'ordre général qui peut être faite à propos des schémas de reproduction : la seule solution harmonieuse est celle où tout croît au même taux, les salaires comme la productivité, le produit comme le capital, l'investissement comme le revenu. Tout écart, par rapport à ce que l'économiste Joan Robinson avait surnommé Age d'or, suppose un autre écart compensatoire, si l'on veut que soit rétabli le « grand équilibre » — pour parler comme Rocard — : celui du taux de profit. Un autre inconvénient du modèle français actuel, c'est la nécessité d'aller à l'encontre de la ten-

dance au moins affirmée idéologiquement à l'unification des normes de consommation. Les riches devront consommer autrement que les pauvres, c'est-à-dire en achetant les services offerts par les loosers. Ce serait en somme leur fonction sociale. Il suffit de lire de près les réflexions de Sauvy, et elles ont le mérite de la cohérence, pour comprendre que telle est bien la réalité sociale sous-tendue par l'expansion des services.

SOCIETE DE SERVICES OU SOCIETE DE SERVITEURS ?

Outre sa faible viabilité à moyen terme, l'alternative fondée sur les services est une voie qu'il faut rejeter parce qu'elle représente une incontestable régression sociale. Dans le travail de « serviteur », il y a quelque chose de plus qu'un simple rapport salarial, ce que Gorz exprime avec acuité : *« Les prestations qui ne créent pas de valeur d'usage tout en faisant l'objet d'un échange marchand public sont des travaux serviles ou travaux de serviteur. C'est le cas, par exemple, du cireur de chaussures qui vend un service que ses clients auraient pu aussi bien se rendre eux-mêmes en moins de temps qu'ils n'en passent assis sur leur trône face à un homme accroupi à leurs pieds. Ils le paient non pour l'utilité de son travail mais pour le plaisir qu'ils éprouvent à se faire servir.* [2] »

La racine économique de ce nouveau type de rapports sociaux a bien été mise en lumière par Rosanvallon, qui distingue le

TABLEAU 3

VENTILATION SECTIONNELLE DE LA PRODUCTION ET DE L'EMPLOI

	TOTAL	CI	C Ind	C NInd	C Pub	INV	EXP
Production							
1987	4747	1839	556	794	613	362	583
1980	4373	1759	546	691	518	355	506
Effectifs							
1987	16050	4593	1404	2462	5106	1111	1373
1980	16207	5074	1692	2298	4423	1300	1420
Productivité							
1987	296	400	396	323	120	326	424
1980	270	347	323	301	117	273	356
Evolutions 1987/1980							
Production	8,5 %	4,6 %	1,8 %	15,0 %	18,5 %	2,0 %	15,2 %
Effectifs	-1,0 %	-9,5 %	-17,0 %	7,2 %	15,4 %	-14,6 %	-3,3 %
Productivité	9,6 %	15,5 %	22,6 %	7,3 %	2,6 %	19,4 %	19,1 %

Production en milliards de Francs 80
Effectifs en milliers
Productivité en milliers de Francs 80
CI : Consommations intermédiaires
C Ind : Consommation des ménages en biens industriels (y-compris investissement-logement)
CN Ind : Consommation des ménages en biens et services non industriels
C Pub : Consommation Publique
INV : Investissement
EXP : Exportations
(Source : élaboration à partir des Comptes de la Nation)

Les obstacles à une réflexion critique sur le capitalisme contemporain

Il y a aujourd'hui des raisons objectives qui font obstacle à un approfondissement de la critique du capitalisme contemporain. Il faut souligner, pour commencer, que toute velléité de réflexion critique a été soigneusement éliminée des administrations économiques : l'INSEE, il y a quinze ans, produisait des travaux novateurs permettant de mieux disséquer la réalité économique et sociale ; l'INSEE d'aujourd'hui ne dispose plus d'aucune problématique et ne réalise plus aucun progrès de connaissance. On en a donné quelques exemples dans ce texte.

Les régulationnistes, dont les travaux partaient d'une volonté louable de travailler sur la réalité, en ne se contentant pas de gloser sur les concepts, s'est ensablée – de manière d'ailleurs tout-à-fait parallèle au rétrécissement des problématiques de l'administration économique – et se contente aujourd'hui de gérer ses acquis et de délimiter son territoire académique. Toute sa logique tendait à postuler qu'un nouveau mode de régulation allait forcément émerger de la crise et définir les règles d'une nouvelle croissance fondée sur de nouveaux compromis sociaux. Or, ce n'est pas ce qui se passe : si on creuse un peu, on voit quand même assez rapidement que le système s'enlise dans ses contradictions et ne donne aucun signe de dépassement positif. A cela, qui remet en cause la spécificité de leur école, les économistes de la régulation ne répondent pas sur le fond et n'apportent plus aucune contribution notable.

Le champ de la réflexion économique est donc de plus en plus dominé par les économistes néo-classiques, ultra-libéraux, qui sont les représentants aujourd'hui de ce que Marx appelait économie vulgaire, tandis que se raréfient les travaux à vocation scientifique et critique, qui sont d'une certaine façon la matière première de toute approche critique.

secteur de la production et celui qu'il appelle secteur de soins. Dans le premier, les objets consommés produisent de la substitution de temps : « *Si on achète une machine à laver qui coûte à peu près 150 heures de travail moyen, on économise environ 200 heures de travail par an ; le temps d'amortissement d'une machine étant de cinq ans, on dépense 150 heures de travail pour économiser 1000 heures de travail domestique. Fonction de substitution productive qui se traduit par l'accroissement du temps libre.* [3] » En revanche, dans le secteur des services, le temps consommé est égal au temps d'autrui : « *Il ne s'agit plus de socialiser les tâches ménagères afin qu'elles absorbent moins de temps à l'échelle de la société ; il s'agit, au contraire, que ces tâches occupent le plus de gens et absorbent le plus de temps de travail possible, mais sous la forme, cette fois, de services marchands... Le développement des services personnels n'est donc possible que dans un contexte d'inégalité sociale croissante, où une partie de la population accapare les activités bien rémunérées et contraint une autre partie au rôle de serviteur.*[4] »

Telle est bien la logique visible aujourd'hui, avec le développement des petits boulots et l'offensive contre les rigidités salariales, en l'occurence le SMIC dans le cas français. Il s'agit de baisser le coût du travail dans les services, afin de rendre ceux-ci vendables à ceux qui bénéficient de la concentration des revenus. Ce que révèle ce mouvement, c'est une crise extrêmement profonde de la rationalité capitaliste : le système fonctionne de manière de moins en moins efficiente, et Gorz a raison de parler de « *contre-économie tertiaire* » et de souligner qu'une « *division sociale des tâches complètement absurde est ainsi mise en place... Seule la persévérance obstinée dans l'idéologie du travail empêche les partisans de ce modèle de voir que si tout le monde travaillait moins, tout le monde pourrait assumer ses propres tâches domestiques ET gagner sa vie en travaillant.*[5] » C'est le calcul économique capitaliste, sur la base du temps de travail salarié, qui est remis en question aujourd'hui, de manière si profonde qu'il est possible d'affirmer aujourd'hui que, pour se perpétuer, le capitalisme a besoin de faire marche arrière sur le chemin de l'égalité sociale. Par conséquent, la longue crise que nous vivons depuis quinze ans fait émerger de plus en plus nettement l'alternative fondamentale : soit le maintien forcé des règles du jeu capitaliste qui mène à une gigantesque régression sociale que l'on peut qualifier de barbare, soit le passage à un mode de fonctionnement plus efficient de l'économie, adapté au degré actuel de développement des forces productives, autrement dit l'ouverture de la transition au socialisme.

L'ANTICAPITALISME AUJOURD'HUI

Les rythmes de la crise peuvent être trompeurs. Le long fleuve tranquille de la régression sociale reste pourtant le mouvement dominant qui corrode, pourrit, désagrège l'ensemble des rapports sociaux, et que nous appelons crise. Il y a aussi d'autres mouvements plus accessoires, plus fluctuants, qu'il faut savoir replacer dans ce contexte : autant il était sans doute faux de laisser croire qu'avec le krach de l'automne 1987 s'ouvrait automatiquement la phase de l'« effondrement final », autant il serait erroné de penser que la reprise actuelle signifie la sortie de la crise. Mettre à nu sa nature profonde et en tirer des éléments permettant de dessiner le socialisme que nous voulons, telle est aujourd'hui l'une des tâches centrales de notre réflexion théorique.

1. Michel Gaspard, *les Services contre le chômage*, préface de Jean Fourastie, Syros/Alternatives, 1988.
2. André Gorz, *Métamorphoses du travail, quête du sens*, éd. Galilée, 1988, p. 175.
3. Pierre Rosanvallon, *l'Emploi et les modes de consommation du temps*, revue *Temps Libre*, Automne 1985.
4. A. Gorz, *op. cit.* p. 193-195.
5. *Idem* p. 195.

CFDT : un processus scissionniste organisé par la direction

ALAIN NAZIER

A peine quatre jours après la clôture du 41e Congrès confédéral, deux directions fédérales, PTT et Santé, prenaient la décision de suspendre plusieurs de leurs syndicats de base et leur union régionale parisienne.

Affaire grave et peu courante ! Elle est l'aboutissement de tout un processus marqué par la dégradation lente des positions lutte de classes, fondamentales dans cette centrale depuis le milieu des années soixante-dix, le positionnement de la direction en soutien à la politique Rocard, l'affaiblissement des luttes depuis 1981 et leur renouveau depuis deux ans, particulièrement en cet automne.

Le congrès qui s'est tenu du 22 au 26 novembre 1988 a symbolisé cet état de fait, malgré une forte opposition à ces changements majeurs. Celle-ci s'est exprimée dans une relative dispersion, qui a fait une part de sa faiblesse, mais a posé la nécessité d'un rassemblement de ces forces pour enrayer la dynamique enclenchée par la direction confédérale.

LA CHASSE AUX SORCIERES EST OUVERTE

C'est Edmond Maire, secrétaire général sortant, qui a donné le signal en dénonçant les « quelques moutons noirs » qui auraient tenté de dévoyer la lutte des infirmières, et *« dont certains se réclament abusivement de la CFDT »*. Que reproche-t-on à ces militants ? Pour le savoir, il faut se reporter aux actes d'accusation portés par les directions des fédérations PTT et Santé.

La direction Santé n'a pas supporté que des militants syndicaux et des dirigeants de syndicats se soient portés en soutien à la lutte des infirmières et notamment à la tête des coordinations. Elle écrit qu'il y a détournement du droit syndical quand des délégués participent à la coordination des infirmières, quand des syndicats l'hébergent. Elle n'accepte en aucun cas ce soutien à l'auto-organisation. Il aurait fallu s'en tenir aux mots d'ordre syndicaux, plus exactement aux mots d'ordre CFDT. Mais, précisément, les infirmières ont défendu des revendications dont la direction CFDT ne voulait pas. Les infirmières ont très massivement refusé la signature des propositions Rocard-Evin, alors que la CFDT s'est empressée de les signer. Elles ont développé des formes de luttes et d'unité dont ne voulait pas la CFDT.

D'après la fédération, deux crimes majeurs ont été commis par les syndicats du Comité régional de coordination santé CFDT (CRC) : des militants CFDT se sont faits élire à la direction des coordinations (pour la CFDT, participer activement aux coordinations c'est être « hors de la CFDT »), le CRC a appelé à la manifestation du 13 octobre, alors que la direction fédérale appelait, le même jour, à un autre endroit, avec FO et la CFTC, à une manifestation de division.

Au-delà de ce conflit d'orientation et de pratique syndicale, la direction fédérale (et confédérale) veut effacer une structure qui montre dans la pratique que le syndicalisme peut être autre chose qu'un outil de pseudo-pression, alibi pour mieux faire avaler la politique gouvernementale. Comme le dit franchement la fédération : *« Ne pas réagir fermement à ces attitudes, c'est accepter que dans les mois, les années à venir, de nouvelles étapes soient franchies vers la création d'une deuxième CFDT sur les bases du CRC. »*

Mais quel est le rôle d'un syndicat et des syndicalistes ? N'est-ce pas de soutenir les revendications exprimées par le personnel ? Pour quoi fallait-il opter : la volonté de combat unitaire des infirmières ou le refus d'unité et de combat de la direction cédétiste ? La manifestation des cent mille infirmières et autres personnels de santé ou la manifestation de division organisée qui en a réuni trois mille ? Quand on connaît le discrédit qui, en France, frappe les syndicats, à cause justement de la division et des actions qui ont davantage pour objectif d'affirmer les différences de chaque centrale que de faire gagner les salariés, on peut penser que les syndicats Santé de la région parisienne ont plus fait pour restaurer l'image d'un syndicalisme ouvert et respectueux de la volonté des travailleurs que les directions nationales...

Dans un texte intitulé « 10 réponses à 10 accusations », le CRC fait litière de quelques arguments fédéraux. Tout d'abord, il rappelle qu'il est devenu la première organisation syndicale sur la région aux élections professionnelles, et qu'il a mené bien d'autres conflits dans la période récente. Il fait le point sur la manifestation du 13 octobre. On y apprend que ce sont les fédérations CFDT, FO, CFTC, CGC qui ont posé des préalables pour cette manifestation en exigeant d'être à la tête du cortège, alors que le CRC proposait un appel commun avec cortège de tête mixte syndicats-coordination. Proposition qui peut paraître relever du bon sens quand on sait que la manifestation de la semaine précédente, appelée par la coordination, avait été boudée par ces mêmes syndicats. On touche là le fond du problème. Qui, à ce moment, était le plus représentatif des infirmières : les directions fédérales ou les cent mille infirmières présentes dans la rue et qui refusaient l'accord Evin ? Nier ce fait est tout simplement un outrage à la démocratie la plus élémentaire.

Le CRC rappelle également, face à l'accusation de corporatisme, qu'il avait engagé une élaboration sur la grille unique hospitalière, qu'il l'a défendue devant les personnels, que dans les coordinations il a proposé un comité de liaison entre les catégories, et que les appels spécifiques du CRC ont toujours été des appels à l'action intercatégorielle. Mais la fédération fait là un mauvais procès au CRC, elle qui a signé sans sourciller les accords Evin qui ne comportent rien pour les autres catégories.

Les motifs invoqués dans les PTT sont de même nature, même si les conflits dans ce secteur n'ont pas eu la même importance que dans les hôpitaux. Déjà, en novembre, une section d'un centre de tri de la région lilloise était suspendue en plein conflit pour avoir refusé, avec les travailleurs, de signer un accord et d'appeler à la reprise du travail. Même scénario pour les syndicats parisiens. L'Union syndicale des ambulants et du tri (USAT) a dans son champ la DMT, la direction du matériel, où s'est déroulée la grève des camionneurs. Que dit l'USAT contre la section qui a soutenu la grève ? La *« situation est arrivée à un point de non-retour ». « Récemment, les divergences de la région avec la fédération et le syndicat DMT ont porté sur la manière de mener le conflit des chauffeurs postiers ainsi que son issue... En aucun cas, la CFDT ne doit servir de marchepied à une autre organisation... » « En effet, les revendications portées par la CFDT ne sont pas compatibles avec celles du comité de liaison qui agit sur le même champ d'activités que la CFDT. »* Mais là aussi les travailleurs ont préféré une autre démarche que celle proposée par la CFDT. L'USAT explique sans rire : *« La CFDT est un outil au service de ses adhérents, et plus largement des travailleurs... »* La fédération dressera le catalogue des actes

Jean Kaspar reçoit du courrier

Eugène Descamps et un millier de militants lui ont écrit la missive suivante :

« Nous n'acceptons pas que la CFDT soit détruite par des sanctions. Tu as affirmé avec force vouloir tenir un rôle de rassembleur, tâche d'un secrétaire général. Peux-tu accepter la désintégration de l'organisation et laisser des structures manier la hache (exclusion, suspensions, sanctions) contre des militants et des équipes syndicales ?

« Tu ne peux laisser faire sans que, cas par cas, chacun des accusés ait eu une garantie élémentaire : des rapports circonstanciés et contradictoires, portés à la connaissance et soumis au débat de toutes les structures professionnelles et interprofessionnelles.

« La CFDT, quels que soient les jugements des uns et des autres sur les résultats du dernier congrès confédéral, se réclame de l'autogestion. Et depuis des semaines que se passe-t-il ? On assiste à un fort courant, parfois avec des limites certes, à une aspiration massive à l'autogestion des luttes par les salariés eux-mêmes. Les militants qui ont été les plus liés à ces luttes, en accord avec leur structure, doivent-ils être sanctionnés, expulsés de l'organisation ?

« Nous disons non. Nous te demandons instamment d'agir pour l'empêcher. »

Une autre, moins massive, signée de Marc Gagnaire, secrétaire général de la FGA (Fédération générale agro-alimentaire), parue dans le journal fédéral n° 67.

« A l'issue du congrès CFDT de Strasbourg, saches que ton élection au poste de secrétaire général de notre confédération ainsi que les conclusions du congrès sont conformes à notre souhait. Nous sommes satisfaits.

« Avec toi commence une nouvelle période pour les syndicalistes CFDT de toutes les professions et de tous les départements. En effet, avec Strasbourg, le « recentrage » de notre confédération décidé à Brest en 1979, s'achève. Il a fallu près de dix ans pour sortir d'une période où syndicat et politique étaient mêlés, dix ans pour décider que notre référence n'est pas socialisme ou appel à voter pour tel parti politique, pour refuser que nos structures syndicales soient manipulées par des militants d'extrême gauche, dix ans pour redécouvrir que notre légitimité nous la tenons de nos adhérents, que notre ambition est de construire avec eux un syndicalisme de femmes et d'hommes fiers et libres... »

Ce camarade ne se pose pas la question de savoir si les syndicats suspendus tiennent ou non leur légitimité de leurs adhérents, il serait obligé de les exclure aussi...

dissidents : cortège le 1er Mai contre Le Pen, forum usagers-service public, coordination Antillais-Guyanais-Réunionnais, soutien à la coordination des infirmières, action « sans perspective » des postaux en octobre, et — horreur ! — la dénonciation de l'accord de la fonction publique. Le gros calibre est donné : *« En mettant les locaux et les moyens syndicaux à la disposition de pseudos-coordinations, ils mettent gravement en cause notre autonomie de pensée, de décision, d'action. »* Pour la CFDT, *« c'est le syndicat, fort de son histoire et de son expérience, qui doit garder la maîtrise de la conduite de l'action... »* Tout est dit.

UNE DYNAMIQUE SCISSIONNISTE A L'ŒUVRE

Ces syndicats étaient, depuis plusieurs années, dans le collimateur de la bureaucratie, et plusieurs mesures avaient déjà été prises contre eux (non reversement d'un budget de fonctionnement par la fédération Santé vers le CRC, non-habilitation de la région PTT pendant un certain temps), mais leur jonction avec l'action des masses a rendu le désaccord avec leurs directions intolérable à celles-ci. Les mesures bureaucratiques prises à l'encontre des syndicats Santé et des syndicats PTT de la région parisienne dépassent la simple mise à l'écart de quelques militants « gauchistes ». Ce sont des équipes entières qui sont décapitées. La bureaucratie a envoyé à toutes les administrations concernées une lettre leur indiquant que dès lors plus aucun militant ne pouvait se prévaloir de la CFDT hormis ceux nommément désignés par les directions nationales. Tous ceux disposant de temps syndical s'en trouvaient dépouillés, les permanents remis dès la décision aux mains de l'administration, les locaux repris par les fédérations. En clair, en bonne collusion entre l'Etat patron et la bureaucratie, toute activité syndicale par l'un des « suspendus » devient illégale.

Ce sont plusieurs centaines de militants qui sont rayés ainsi de tout droit syndical. Des unions interprofessionnelles qui continuent de les héberger ont à leur tour subi des pressions. Avec ceux qui la soutiennent, la direction met en place d'autres syndicats. C'est le cas dans la Santé, où un nouveau syndicat a été mis en place sur Paris, sans congrès des syndicats existants intéressés, et immédiatement affilié par la confédération. Que reste-t-il d'un syndicat quand tous ses militants élus sont dénoncés à l'administration et interdits de droits syndicaux, et quand de nouveaux syndicats sont mis en place ? Rien ! La scission est achevée. Les anciens syndicats sont désaffiliés de fait, le seul droit dont puissent disposer les confédérations sur des syndicats qui existent par ailleurs indépendamment de cette affiliation. La différence, et elle est énorme, c'est que des droits sont automatiquement donnés aux centrales représentatives, droits que ne pourront recouvrir les exclus qu'après avoir fait la preuve de leur représentativité dans leur champ d'action. Preuve qui, dans la fonction publique, passe exclusivement par les résultats aux élections professionnelles. Ce qui a amené les syndicats PTT exclus à présenter leurs candidats aux prochaines élections des commissions paritaires qui auront lieu le 14 mars prochain.

La fédération PTT a déclaré illégaux les congrès des syndicats concernés : les adhérents n'ont plus leur mot à dire sur la ligne de leur syndicat de base, ni sur les dirigeants qu'ils veulent se donner. Ce ne sont pas de simples exclusions, un peu plus nombreuses que d'habitude. Nous assistons bien à une scission rampante, sur la base de désaccords sur l'orientation et la pratique syndicale. Scission qui ne s'arrêtera pas là. *Libération-Lyon* nous apprend que le syndicat départemental santé *« dégrade huit délégués pour péché de coordination »*. En effet, ils ont été suspendus de tout mandat syndical pour cause de participation à la coordination des infirmières. Deux ont réellement été dans la coordination. Les six autres n'ont fait que les soutenir politiquement. Délit d'opinion, donc. Sanction : plus de mandats syndicaux !

LE CONGRES DE LA REGULATION SOCIALE

Ces exclusions sans précédent prennent d'autant plus de relief qu'elles interviennent avec la caution de l'ancien et du

nouveau secrétaire général, annoncée en plein congrès. Que s'est-il donc passé à ce congrès et pourquoi ?

Le 41e Congrès de la CFDT ne fut pas un congrès ordinaire. Il intervenait dans un contexte de remontée des luttes sociales, dans lesquelles la question de l'auto-organisation était posée à un niveau jamais atteint, ainsi dans la Santé où elle a constitué le cadre national du conflit. Et ce, alors que la désyndicalisation en général et la chute de la CFDT en particulier sont extrêmement fortes. En même temps, la direction cédétiste voulait faire avaliser un tournant stratégique à l'organisation et changer de secrétaire général, Edmond Maire régnant sur la CFDT depuis dix-sept ans. Ce départ s'accompagnait de la mise en place d'une direction quotidienne homogène, la commission exécutive, pour être capable de verrouiller les débats et de garder le cap des nouvelles orientations.

De quoi s'agit-il ? Ni plus ni moins que de revenir sur les meilleurs acquis lutte de classes de la CFDT, réaffirmés du congrès de 1970 au congrès de 1976. Ce processus réactionnaire ne s'est pas fait en un jour. Il y a fallu plusieurs années, car les équipes militantes freinèrent autant qu'elles le purent. Le premier changement fut amorcé au congrès de 1979. Le mot d'ordre d'alors était « recentrage ». Il s'agissait pour la direction confédérale d'utiliser à fond la rupture de l'Union de la gauche qui commençait à avoir ses effets sur le champ syndical, dans les rapports CGT-CFDT. La direction faisait deux autocritiques : avoir trop misé sur les perspectives électorales pour le changement, et avoir trop développé en regard des actions interprofessionnelles nationales à vocation plus politique que syndicale. Derrière ce constat, que faisaient aussi de nombreux militants, se profilait en fait le renoncement à se battre pour un débouché politique — la CFDT faillit ne pas appeler à voter à gauche en 1981 —, et à larguer la mobilisation de toute la classe ouvrière au profit d'actions éclatées, branche par branche, entreprise par entreprise, émiettant ainsi le rapport de forces global.

L'arrivée de la gauche au gouvernement donna un coup d'accélérateur à l'involution en cours. E. Maire se fit l'apôtre de la politique de rigueur. La négociation tous azimuts prit le pas sur la mobilisation. Un premier coup de semonce eut lieu : lorsque la direction voulait signer un accord d'aménagement du temps de travail, qui mettait à mal bien des acquis ouvriers, la base se rebella. La direction dut consulter les syndicats. Ils furent majoritairement contre. C'est de cette époque que la chute des syndiqués, commencée dès la fin 1978, prit un cours vertigineux, la CFDT apparaissant de jour en jour plus liée à la politique d'austérité gouvernementale.

La direction voulut conjurer le sort en décidant de ne pas appeler à voter pour la gauche aux législatives de 1986, puis à la présidentielle et aux législatives de 1988, sous prétexte de ne pas être trop marquée d'un politisme rejeté par les salariés. La vraie raison était évidemment ailleurs : dans le jugement selon lequel les vraies divergences fondamentales n'existent aujourd'hui que par rapport aux « extrêmes » ; entendez par-là l'extrême droite, d'une part, le PCF et autres variantes marxistes-léninistes, d'autre part. Mais le sommet fut atteint publiquement lors des luttes étudiantes de la fin 1986. Après la mort de Malik Oussékine, provoquée par les forces de l'ordre, Maire déclara que la manifestation, prévue par les étudiants en signe de protestation et de deuil, était sans objet, dès lors que le projet de loi était retiré et qu'il y avait risque de récupération politique ou de provocations ! Face au tollé au sein de l'organisation, il dut faire marche arrière. Dans les conflits SNCF et EDF qui suivirent, il appela directement à la reprise du travail. A ce congrès, il revendiqua haut et fort ce fait d'armes : *« la CFDT n'admettra jamais que les salariés en situation stratégique, ceux qui ont les moyens de pression décisifs entre leurs mains, en usent au service de leurs seuls intérêts, laissant la grande majorité de leurs camarades de travail végéter dans la médiocrité »*. Oubliant allègrement que si les cheminots revendiquent moins, cela ne donnera pas un emploi supplémentaire dans le textile, ni un centime de plus pour ceux qui touchent le revenu minimum d'insertion. Dès 1978, la direction mit en chantier une « réflexion » pour donner une ossature « théorique » à sa pratique. Ce qu'elle appelle « l'adaptation du syndica-

lisme ». De nombreux textes de membres de la direction furent publiés, y compris dans la presse bourgeoise, pour mettre les militants en condition. Ainsi, entre autres, E. Maire déclara que les grèves étaient à ranger au musée de l'histoire du fait du développement de l'Etat de droit, précisa qu'il croyait discerner, à côté d'un patronat rétrograde, un patronat intelligent, prêt à négocier avec les syndicats « pour l'efficacité économique et sociale » des entreprises. *« Dans bien des cas, le maintien des acquis passe par leur transformation... Car à laisser stagner des situations où la sclérose d'un certain patronat se conjugue avec celle d'un certain syndicalisme, on risque fort de voir l'entreprise aller à la faillite »* énonçait le rapport pour le 41e Congrès.

Jean Kaspar, dans la revue de débat *CFDT Aujourd'hui* de décembre 1988, développait une ligne ambitieuse : *« Changer le travail et l'entreprise ». « Nous avons indiscutablement progressé dans notre façon de voir l'entreprise »*, déclarait-il. Et d'ajouter : *« Si le conflit des logiques reste une réalité indiscutable dans l'entreprise, on ne peut plus traduire cette réalité par le résumé simplificateur que l'entreprise est un lieu d'exploitation, d'aliénation et de domination* [formule du 35e Congrès de 1970] ». Certes, le collectif du syndicat représente d'abord l'intérêt des salariés, mais *« une telle logique conduit tout naturellement à reconnaître qu'il y a une fonction de gestion qui est légitime et que cette fonction est celle du chef d'entreprise ».* Mais *« il n'est pas à lui seul le garant de l'intérêt de l'entreprise »*. Ce qui revient à nier purement et simplement les contradictions fondamentales entre les forces sociales, pour intégrer les salariés à l'intérêt de l'entreprise.

Dans la nouvelle optique de la direction, le syndicalisme n'est plus un instrument pour l'action unitaire des salariés en vue de la défense de leurs intérêts matériels et moraux, pour l'émancipation des travailleurs, mais un instrument de régulation sociale.

Dans ce cadre, la perspective socialiste elle-même est évidemment abandonnée. L'autogestion n'est plus qu'une démarche qui fait *« du conflit et de la confrontation, de la concertation et de la négociation, des moyens de transformation de la société, d'approfondissement de la démocratie et du progrès social »*. Exit la rupture avec la capitalisme ! Rendons-le plus humain...

Un pas énorme fut franchi à ce congrès en matière de relations unitaires. Il y a longtemps que la CFDT a décrété que l'unité d'action avec la CGT n'est plus possible à cause des pratiques sectaires, par ailleurs réelles, de cette dernière. Aujourd'hui, elle ancre cette politique de division à l'appréciation du déclin du PCF qui, enfin, *« n'est plus un danger pour la France »*. Ainsi que sur les revendications « démagogiques » de la CGT, telle celle du SMIC à 6 000 F (il est actuellement à 4 034 F nets), parce que l'embellie actuelle de l'économie n'est pas telle qu'elle puisse le supporter dira N. Notat au congrès en réponse à des intervenants.

Sans débat préparatoire, E. Maire a déclaré au congrès qu'il faut aller plus loin que les simples convergences avec FO et la FEN pour une perspective d'unification : *« Les grands ruisseaux du syndicalisme français vont vers le même océan. »* C'est

FAITS ET CHIFFRES

La CFDT qui, en 1981, affichait son ambition de devenir la première confédération francaise, a du déchanter. Aujourd'hui, elle en est, avec des succès variables, à disputer la deuxième place à Force ouvrière.

Aux élections prud'homales du 9 septembre 1987, la CFDT est arrivée en deuxième place, avec 23,05 % des suffrages, pourcentage équivalent à l'élection de 1982.

En revanche, lors des élections à la Sécurité sociale d'octobre 1983, la CFDT, avec 18,42 % des voix, n'arrivait qu'en troisième position derrière la CGT (28,25 %) et FO (25,16 %).

Lors des élections aux comités d'entreprises, la CFDT, qui avait progressé de 1967 à 1977, s'est stabilisée autour de 20-21 % (21,3 % en 1987 avec les élections à la SNCF). Mais le plus remarquable lors de cette élection fut la progression des « non-syndiqués » qui parvinrent en deuxième place, derrière la CGT et devant la CFDT.

Dans la fonction publique, selon le rapport sur la fonction publique de l'Etat, la CFDT arrive en troisième place derrière la FEN et FO.

Pour ce qui est des effectifs, il est difficile de se faire une idée exacte. Comme le dit Bergeron, leader de FO, en ce domaine tout le monde ment. La CFDT déclare 900 000 adhérents, en comptant les retraités. De manière plus réaliste, en regroupant plusieurs sources, l'estimation tourne autour de 400 000 adhérents, dont la grande majorité sont dans la fonction publique.

donner son appui à un projet qui a eu quelque mal à se concrétiser jusqu'ici : la création d'une grande centrale social-démocrate pour faire pièce à la CGT et appuyer plus efficacement la politique du PS. Ce revirement brusque (E. Maire était opposé à cette opération et en avait combattu la perspective lors du dernier congrès Interco) est du à la crainte du développement de l'auto-organisation des luttes. Le meilleur contrôle des mobilisations sociales : tel est l'objectif. Il faut un outil syndical à la hauteur, capable de contrer l'auto-organisation.

Il n'est pas étonnant que, pour faire appliquer une telle politique, il faille une direction homogène. Car toute la CFDT est loin d'être en accord avec de telles perspectives. E. Maire a d'abord dû se battre pour qu'un représentant d'un syndicalisme plus combatif, P. Héritier, soit débarqué de la commission exécutive et ne puisse pas s'y représenter ; ce en s'appuyant sur des dispositions statutaires fort peu démocratiques. De très nombreux délégués au congrès ont parfaitement fait le lien entre ces deux aspects, de même qu'avec les exclusions dans la Santé et les PTT. Ils ne sont pas les seuls visés, mais bien tous ceux qui voudront défendre un syndicalisme unitaire, de combat, qui n'enferme pas les revendications dans le carcan des « possibilités » de l'économie capitaliste, à fortiori s'ils sont soucieux de développer la démocratie ouvrière la plus large dans les mobilisations.

Quel sera le destin d'une telle orientation ? Les mois qui viennent vont être décisifs pour la CFDT. Les syndicats Chimie de la région Rhône-Alpes le soulignaient, avant le congrès, dans une tribune libre, « Strasbourg 88 : déclic ou déclin », en regrettant que la sensibilité qui veut *« réorienter notre syndicalisme vers une pratique où l'action et le rapport de forces aient toute leur place, sans pour autant écarter la nécessité de regarder en face les réalités »* soit sous-représentée au sein de la commission exécutive. Dans une autre tribune libre parue le même jour, l'union départementale de Côte-d'Or mettait le doigt sur l'essentiel : *« C'est une question d'identité de la CFDT : un syndicalisme ne se basant plus sur l'action consciente des travailleurs perdrait une grande partie de sa raison d'être et de sa légitimité »*. 45 % des délégués, dans un congrès très verrouillé, ont voté pour le maintien de la perspective socialiste autogestionnaire. La plupart des amendements gauche ont fait aux alentours de 35 %. La direction actuelle a un atout certain : l'émergence, depuis 1981, de couches militantes dans un contexte de calme social. Combien sont ceux dont la légitimité provient d'avoir organisé l'action dans les six ou sept dernières années ? A l'inverse, un nombre non négligeable de responsables tirent leur prestige social de leur place dans les négociations et multiples lieux de concertation. Parmi ceux-là, on l'a vu dans les conflits récents, certains sont parfaitement prêts à s'affronter au mouvement de masse. Cela ne peut que conforter la direction dans son cours actuel. Il appartient aux militants et responsables lutte de classes de s'unifier pour enrayer cette dynamique infernale. La tâche la plus urgente aujourd'hui est de se battre pour que la scission rampante en cours soit stoppée. Le numéro d'après congrès de l'Union métaux de la région parisienne (UPSM) titre : *« Strasbourg : des lendemains inquiétants »*. *« Nous sommes tous des moutons à damiers... L'appel à une purge politique est dure à avaler venant des responsables d'une organisation qui s'est construite sur une image d'ouverture et de tolérance... »* Pourtant, cette union reprend à son compte quelques accusations habituelles contre les « gauchistes » qui auraient *« un comportement d'épreuve de force permanente sans concession et sans compromis »*. Près d'un millier de responsables de syndicats, unions départementales, dirigeants fédéraux — dont le prédécesseur d'E. Maire à la tête de la CFDT, Eugène Descamps — ont signé une lettre ouverte au nouveau secrétaire général, Jean Kaspar, pour demander une procédure démocratique de débat et refuser la logique d'exclusion.

L'enjeu est clair. On ne peut militer pour l'unité du mouvement syndical en acceptant chez soi une scission. On ne peut militer pour la démocratie ouvrière dans les luttes et laisser expulser ceux qui l'ont mise en pratique. Une victoire écrasante de la direction en ce domaine présagerait de lourdes défaites à venir pour tous ceux qui sont opposés à un syndicalisme de régulation sociale.

Henk Sneevliet, le révolutionnaire oublié

MICHAEL LÖWY

LE Livre de Fritjof Tichelman sur la vie du révolutionnaire et internationaliste néerlandais Henk Sneevliet vient sortir d'un injuste oubli un personnage assez exceptionnel, qui a joué un rôle de première place dans le mouvement ouvrier et communiste de deux continents, et dans l'opposition de gauche anti-stalinienne.

Né en 1883 à Rotterdam, Henk Sneevliet commence son activité de militant ouvrier dans le syndicat néerlandais des transports, dont il devient le président en 1911. En 1923, suite à des difficultés avec l'aile droite du syndicat, qui l'oblige à démissionner, il part pour l'Indonésie, alors colonie hollandaise. Il participe bientôt à la fondation, en 1914, de l'ISVD, l'Union social-démocrate indonésienne, premier noyau du futur Parti communiste indonésien. Il préconise, pour les marxistes indonésiens, une collaboration étroite avec le mouvement nationaliste de masse Sarekat Islam. En 1917, il invite le peuple javanais à s'inspirer de l'exemple russe et mène une agitation révolutionnaire parmi les marins et les soldats, ce qui lui vaudra en 1918 l'expulsion du territoire par le gouvernement colonial. De retour en Hollande, il participe à la direction du syndicat révolutionnaire (très minoritaire) NAS et au CPH (Parti communiste hollandais), dont il sera délégué au II[e] Congrès du Komintern en 1920. Cependant, il reste fasciné par la révolution asiatique et part, en 1921, au nom du Komintern, en mission en Chine.

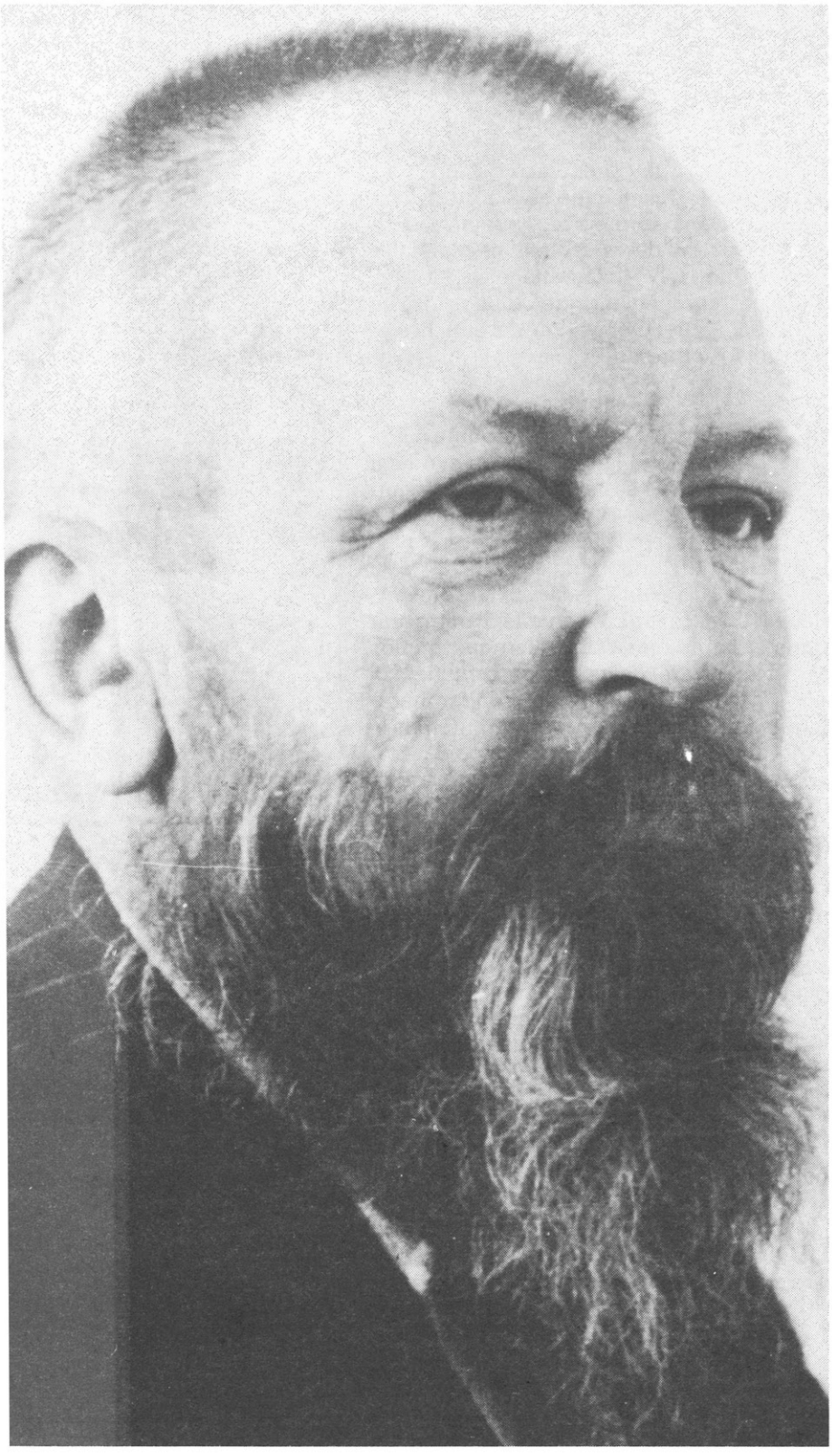
L'activité de Sneevliet en Chine est un des chapitres les plus intéressants (mais aussi controversés) de sa vie. Il participe à la fondation du Parti communiste chinois (1921), et, parallèlement, mène des contacts avec Sun Yatsen, le dirigeant du Guomindang. Convaincu, d'après son expérience indonésienne, de la nécessité pour les communistes de participer au mouvement nationaliste, il préconise l'entrée du PCC dans le Guomindang ; position qui sera entérinée par le Komintern en 1922 et par le PCC, avec des réserves, en 1923. Peut-on dire, comme le fait Tichelman, que l'orientation de Sneevliet anticipait, dans une certaine mesure, les conceptions staliniennes et maoïstes ultérieures ? Dans sa préface, Herman Pieterson (dirigeant de la section néerlandaise actuelle de la IV[e] Internationale) est plus prudent, en rappelant que ce ne fut qu'en juin 1927 que l'Opposition de gauche réclama la rupture du PCC avec le Guomindang.

En 1924, Sneevliet retourne aux Pays-Bas et prend la direction du syndicat de gauche NAS ; ses sympathies croissantes pour Trotsky et l'Opposition de gauche le conduisent, en 1927, à la rupture avec le CPH et le Komintern, et en 1929 à la fondation du Parti socialiste révolutionnaire (RSP). En 1923, son rôle d'animateur dans la campagne de soutien aux mutins du croiseur *De Seven Provincien* (le *Potemkine* néerlandais) le fait condamner à la prison par les autorités ; présenté par le RSP aux élections comme candidat-prisonnier, il sera triomphalement élu quelques mois plus tard avec 50 000 voix.

En 1933, le RSP va se lier à la Ligue communiste internationaliste dirigée par Trotsky, tout en gardant une certaine autonomie... Le RSP signera, avec l'OSP (une autre organisation révolutionnaire néerlandaise, issue d'une scission de gauche du PS), le SAP (le Parti ouvrier socialiste allemand) et la LCI, la célèbre Déclaration des quatre, appelant à la formation d'une nouvelle internationale. Deux ans plus tard, le RSP et l'OSP fusionnent pour créer le RSAP (Parti socialiste révolutionnaire des travailleurs).

C'est à partir de 1936 que les divergences croissantes sont apparues entre Trotsky et Sneevliet ; d'abord sur la politique syndicale du RSAP qui, selon Trotsky, ne devrait plus privilégier le petit syndicat minoritaire NAS ; ensuite sur la politique entriste dans les partis socialistes que Sneevliet n'approuvait pas. Enfin, au cours des années 1936-1937, le RSAP s'identifie

Pendant l'illégalité



de plus en plus avec le POUM — pour lequel il organise une large campagne internationale de solidarité — et n'accepte pas les critiques de plus en plus dures de Trotsky contre le parti espagnol. Le contentieux s'alourdit avec les jugements assez injustes et blessants de Trotsky sur « *l'opportunisme parlementaire* » ou le manque de cohérence révolutionnaire de Sneevliet. En 1938, un petit nombre de partisans de Trotsky au sein du RSAP est exclu et fonde le GBL (Groupe bolchevique léniniste), section néerlandaise de la IV[e] Internationale (Sal Santen et leurs amis).

Avec l'occupation de la Hollande par les nazis, le RSAP passe à la clandestinité avec un nouveau nom, Front Marx-Lénine-Luxemburg. Première organisation politique clandestine créée sous l'occupation, le Front MLL comptait environ cinq cents membres organisés en cellules de cinq. Résolument internationaliste, il s'adressait aussi, par des manifestes, aux soldats allemands et refusait de s'aligner sur les groupes nationalistes néerlandais. Il mènera, en février 1941, une vaste campagne de propagande et de soutien à la grève générale d'Amsterdam, une grève unique en son genre en Europe, puisqu'elle fut déclenchée en protestation aux arrestations de Juifs par les occupants nazis. En février-mars 1942, la police réussit à emprisonner pratiquement toute la direction du Front MLL. Jugés par un tribunal nazi, Sneevliet et ses camarades dirigeants du Front MLL — Dollemann, Menist, Schriefer, Koeslag, Gerritsen, Edel — seront condamnés à mort. Le *Gauleiter* des Pays-Bas, Arthur Seyss-Inquart, leur refusera la grâce et ils seront fusillés le 13 avril 1942, après avoir, dans un dernier geste de défi, chanté *l'Internationale*.

Henk Sneevliet ne fut pas un théoricien et n'a pas laissé une œuvre écrite importante. Le mouvement qu'il avait fondé et dirigé n'a pas survécu à sa mort et à la guerre. Néanmoins, sa vie et son combat exemplaire de militant communiste et internationaliste, de révolutionnaire anti-stalinien, de marxiste dévoué jusqu'à la mort à la cause de l'émancipation des exploités et opprimés du monde entier méritent d'être connus et sauvés de l'oubli.

● **Un plaidoyer pour une utilisation rationnelle de l'irrationnel**

Science dure et médecines douces

KLARA ROBAK

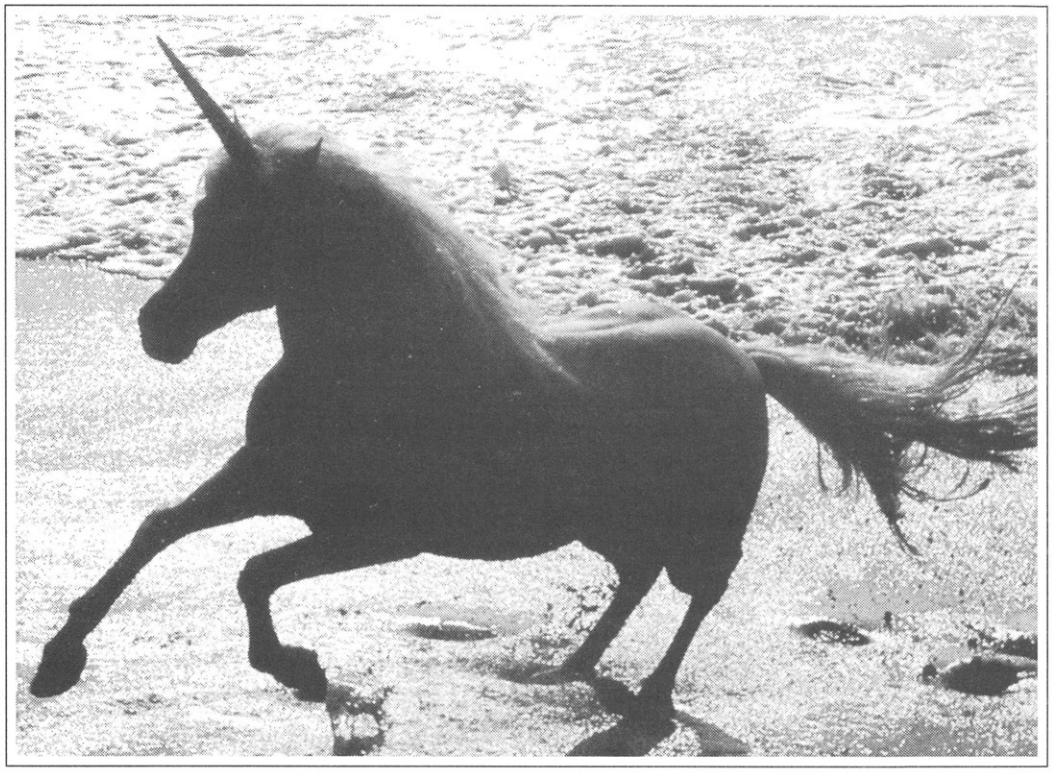
« Le premier effet de la perte de foi est qu'on n'arrive plus à voir les choses comme elle sont... Vous jurez tous que vous êtes des matérialistes endurcis, mais en fait vous êtes toujours en train d'osciller à la limite d'une croyance — une croyance dans pratiquement n'importe quoi... Les gens avalent avidement des affirmations non vérifiées de toutes sortes. Ce nouveau phénomène qui monte comme une marée et qui est en train de noyer le vieux rationalisme et scepticisme a un nom : la superstition. »

C.K. Chesterton
L'Incrédulité de Père Brown (1926)

UN Francais sur deux utilise parfois des « médecines douces », et un sur quatre les utilise d'une manière régulière. Des livres et des revues consacrés à cette médecine sont des grands succès de librairie, l'industrie du médicament homéopathique est en croissance exponentielle, les médecines parallèles sont fréquemment l'objet de discussions à la télévision, à la radio et dans la presse ; bref, il ne s'agit pas d'un problème marginal, mais d'un important phénomène de société. En outre, le consommateur type de ces médecines ne correspond nullement à l'image stéréotypée (et, par ailleurs, fausse) de la clientèle des guérisseurs : âgée, rurale, et peu éduquée. Les enquêtes sociologiques démontrent que, bien au contraire, un consommateur type des médecines parallèles appartient à une couche socio-culturelle privilégiée, vit dans une grande ville, est âgée de trente à cinquante ans, et sa sensibilité politique se situe plutôt à gauche.

Certains représentants de la « médecine officielle », par exemple les membres de l'académie de Médecine, fulminent contre l'invasion des médecines douces, ne voyant dans ce phénomène que charlatanisme pur et simple, d'autant plus dangereux qu'il est en train d'envahir le corps médical lui-même. Mais peut-on se contenter d'attribuer l'étiquette de « charlatanisme » à des thérapies utilisées — avec bonheur — par la moitié de la population d'un pays ? Si tous ces gens, tout à fait capables de décisions logiques dans d'autres domaines de la vie, choisissent d'utiliser les méthodes de la médecine parallèle, on peut supposer qu'ils ont une bonne raison de le faire. En effet, ils en ont une : dans de nombreux cas où la médecine officielle n'arrive pas à apporter une solution efficace, ces méthodes réussissent à apaiser les souffrances des patients. Et, il ne faut pas l'oublier, le premier but de la médecine est précisément de soulager les souffrances des malades.

La croissance exponentielle des médecines parallèles et les tentatives de « récupération » dont elles sont l'objet de la part de la médecine officielle prouvent amplement que ces médecines répondent à un besoin bien réel. Il y a bien longtemps déjà, un médecin (orthodoxe) a expliqué que si un malade insatisfait par la médecine officielle est soulagé par un guérisseur, cela montre que le guérisseur en question a su satisfaire un besoin que la médecine « scientifique » n'a pas su reconnaître. En ce sens, le comportement du guérisseur est plus rationnel que celui du médecin. Les médecines parallèles profitent pleinement des carences — bien réelles, hélas — de la « médecine officielle ». Pour expliquer le succès de ces médecines, on a souvent évoqué l'aspect purement technique d'une certaine (mauvaise) médecine scientifique : la perception du malade comme une machine qu'il faut réparer, la substitution de l'organe à la personne (« il faut voir comment va aujourd'hui l'ulcère d'estomac de la chambre 37 »), couplée parfois avec une approche pseudo-psychologique simpliste, aux antipodes d'une vraie écoute du malade



(« cette dame n'a rien, puisque ses examens sont négatifs ; ça doit être psychosomatique, à cause des problèmes avec son mari »). En outre, les maladies les plus souvent soignées par les médecines parallèles sont des maladies « fonctionnelles », mal déterminéés (migraines, maux de dos, problèmes digestifs), des maladies chroniques, des maladies aiguës, sans gravité mais à répétition, et des maladies incurables, donc précisément des maladies face auxquelles la médecine « scientifique » s'avère souvent impuissante.

Il est bien connu que de très nombreuses maladies ont une composante psychique importante (ce qui ne veut absolument pas dire, contrairement à une certaine approche extrémiste de la médecine officielle, que ces maladies sont moins réelles ou moins dignes d'attention de la part du médecin que de « vraies » maladies). Cependant, la médecine « scientifique » néglige souvent les aspects psychiques de la maladie. Beaucoup de médecins oublient que, d'une part, « le médecin est le médicament le plus important » (M. Balint), et, d'autre part, qu'une partie des effets biologiques des médicaments est liée à la foi en la guérison suscitée par ces médicaments. La médecine scientifique d'aujourd'hui est beaucoup mieux armée pour étudier des phénomènes chimiques que pour comprendre des phénomènes psychiques ; ces derniers sont donc l'objet de relativement peu d'attention. Alors que dans de nombreux essais thérapeutiques l'efficacité des médicaments considérés actifs n'est que marginalement supérieure à l'efficacité du placebo, on ne peut nullement comparer le nombre impressionnant des études consacrées aux mécanismes d'activité biochimique des médicaments avec le nombre — fort réduit — des études sérieuses de l'effet placebo.

Les « médecines parallèles » offrent donc — au minimum — un effet « médecin », et un effet « placebo » (ce dernier peut, dans certains cas, atteindre 40 % d'efficacité). En outre, dans la majorité des cas, les traitements prescrits par ces médecines ne peuvent pas nuire au malade. Il s'agit vraiment de « médecines douces ». Par exemple, tout le monde, même parmi

les adversaires les plus acharnés de l'homéopathie, s'accordent sur la parfaite inocuité du traitement homéopathique. On ne peut pas en dire autant de la médecine officielle : elle utilise des drogues et des traitements qui risquent d'avoir des effets fort nocifs (effet iatrogène). Il est donc peu étonnant que, dans des maladies face auxquelles la « médecine officielle » est relativement impuissante, les « médecines parallèles » puissent être d'une efficacité réelle.

Les médecines parallèles soulèvent aussi un problème plus fondamental. En plus d'une meilleure écoute du malade et un plus grand respect de sa personnalité, ces médecines offrent une possibilité de donner un sens à la maladie. Dans la société moderne, la bonne santé est devenue une obligation sociale. La maladie est donc souvent vécue au mieux comme une malchance, une absurdité ou une injustice (« pourquoi moi ? »), au pire comme un vice caché. Les médecines parallèles, en se référant à un monde de valeurs traditionnelles, sont souvent capables de donner une explication individuelle de la maladie, en la reliant au vécu du malade et à son histoire personnelle, d'une part, aux phénomènes cosmiques, d'autre part. Elles arrivent ainsi à donner une signification, et parfois même une valeur positive, à la souffrance.

Les médecines parallèles, réellement bénéfiques pour de nombreux malades, posent cependant un « petit » problème : les principes de base de ces médecines sont souvent en contradiction flagrante avec les principes de la « médecine scientifique » et de la science en géneral. L'homéopathie, par exemple, se réclame de l'activité de quantités infinitésimales de substances « similaires » : actives dans des dilutions où ne devrait plus exister aucune molécule active. Les autres pratiques de « médecine parallèle » sont aussi fondées sur des visions de monde contraires à celle de la science moderne. Ainsi, l'acupuncture est fondée sur des théories postulant l'existence d'une « énergie cosmique » qui ordonne tous les lois de l'univers ; le magnétisme postule l'existence d'un fluide magnétique qui anime l'organisme, etc. Pratiquement toutes les médecines parallèles se réclament d'une perception ancienne du corps et du monde physique, remplacée en Occident par le point de vue de la science moderne. Ainsi, la vision du corps humain des homéopathes reflète fidèlement (à quelques détails près) celle de la médecine du XVIII[e] siècle, période où est apparue l'homéopathie. Elle est cependant bien différente de celle de la biologie et de la médecine actuelles. On peut difficilement concilier l'idée que les maladies ont des causes spécifiques avec l'idée qu'elles sont provoquées par des perturbations des flux énergétiques, des déséquilibres humoraux, l'influence des astres ou des interactions défectueuses entre le microcosme et le macrocosme. Et il n'est pas facile de croire en même temps que les effets biochimiques sont induits par les molécules et par les « forces des affinités des semblables ».

Or, beaucoup des adeptes des médecines douces se trouvent précisément dans la nécessité de croire à la fois aux affirmations de la science moderne et à celles de la « sagesse traditionnelle ». Parmi eux, rares sont ceux qui rejettent totalement la science occidentale et la « médecine officielle ». La majorité des adeptes de ces médecines ne nie pas l'efficacité de la médecine scientifique, elle utilise au besoin les deux approches thérapeutiques. Dans le cas d'une apendicite ou d'une pneumonie, seule une poignée de fanatiques suivra un traitement exclusivement « parallèle ». Les consommateurs de « médecines douces », qui appartiennent plutôt aux couches éduquées de la société, savent, en régle générale, quand il vaut mieux voir un médecin « officiel ». La grande majorité de ceux qui dispensent des soins parallèles savent eux aussi quand il faut envoyer leur malade au service d'urgences de l'hôpital le plus proche, sans oublier, bien évidemment, de le munir en même temps d'une bonne dose de « médicaments doux » destinés à renforcer les défenses de l'organisme et hâter la guérison. L'utilisation sélective de la « médecine dure » par les adeptes des médecines douces peut expliquer pourquoi les adversaires de ces médecines n'ont jamais pu démontrer que ces pratiques ont un effet néfaste mesurable sur la santé des utilisateurs.

De nombreux médecins ont ajouté des « méthodes parallèles » à leur arsenal thé-

rapeutique, et ils pratiquent donc à la fois une « médecine douce » et une « médecine dure ». « Et pourquoi pas ? », dira-t-on. Combien parmi les médecins connaissent dans le détail le mode d'action de tous les médicaments « orthodoxes » qu'ils prescrivent ? La médecine est, en fin de compte, un savoir pratique. Le premier devoir d'un médecin est de faire de son mieux pour aider son malade, donc de lui prescrire le traitement qu'il juge le plus approprié à son cas. En effet, si on pouvait distribuer des thérapies parallèles de manière aussi neutre qu'on distribue des cachets d'aspirine, le problème de contradiction entre un traitement « parallèle » et un traitement « orthodoxe » n'existerait pas. Mais ce n'est nullement possible. Des thérapies parallèles reposent précisément sur un dialogue entre le médecin et le malade, et sur une explication de la maladie fondée sur une vision du monde bien particulière, en contradiction flagrante avec celle de la « médecine scientifique ».

Comment concilier alors la médecine « scientifique » et les thérapies parallèles ? Une stratégie possible est d'affirmer que la science (officielle) finira par trouver des explications — scientifiques — aux effets des thérapies parallèles (la « mémoire de l'eau », des ondes magnétiques, des rayons cosmiques), exactement comme elle a fini (après une centaine d'années...) par trouver le mode d'action de l'aspirine. Une telle approche est en effet tout à fait logique, au moins pour certaines thérapies parallèles telles l'utilisation de l'acupuncture pour l'apaisement des douleurs, certains traitements par les plantes, l'application de régimes alimentaires particuliers, etc. Cependant, l'ultime logique d'une telle démarche n'est pas de concilier la médecine scientifique et la médecine parallèle mais de transformer les thérapies parallèles en techniques de la médecine scientifique. Cela pose malgré tout quelques problèmes quand il s'agit d'activités chimiques sans molécules ou des influences des signes du zodiaque sur le corps...

Une autre possibilité de concilier médecine parallèle et science est de les compartimenter de façon étanche, et de séparer les idées qu'on a sur la médecine officielle de celles qu'on a sur la médecine parallèle. Une autre variante de la même approche est la tactique de l'autruche qui consiste à éviter soigneusement toute réflexion un tant soit peu approfondie sur le sujet. Enfin, une autre possibilité de concilier les deux — vraisemblablement la plus populaire — est de noyer les idées sur ce sujet dans un langage flou. On peut se référer à la relativité de tout savoir, à l'incertitude des connaissances scientifiques, au fonctionnement mythique de la science dans la société occidentale, à l'arrogance des représentants du savoir officiel, à la nécessité de reconnaître que notre savoir ne représente qu'une goutte dans un océan d'ignorance, à l'éternel « Sait-on jamais ? ». Bref, d'insinuer plus ou moins directement que le savoir des adeptes des médecines parallèles peut être aussi valable que celui des partisans de la science officielle.

Et c'est précisément là que le bât blesse. Il est parfaitement vrai que le temps des idéologies scientistes béates est bel et bien révolu, et qu'on ne croit plus que le progrès des connaissances, couplé à une avancée technologique, va résoudre tous les problèmes de l'humanité. On reconnaît aujourd'hui que le savoir scientifique n'est que partiel, qu'il varie souvent, et qu'il peut difficilement prétendre avoir des réponses à tout. En science, *« quand on étudie un problème compliqué, on peut être pratiquement certain qu'il deviendra encore plus compliqué. »* (P. Ehrlich) En outre, la science est une entreprise humaine, aujourd'hui elle est aussi un métier et une institution sociale. Elle est le fruit des efforts d'hommes qui ne sont pas meilleurs (ni pires) que d'autres ; elle souffre donc de toutes les limitations et de tous les maux qui frappent les diverses entreprises humaines.

Cependant, reconnaître que la science n'est pas infaillible ne signifie pas qu'il faille mettre radicalement en question l'ensemble de ses acquis. Or, depuis un certain temps, on peut constater l'augmentation des attaques contre la science. De telles attaques sont fréquemment citées par des adeptes des médecines parallèles. Ces attaques viennent principalement de deux directions : le relativisme et les dénonciations du « pouvoir de la science ». Les relativistes prennent pour point de départ le constat que la formation de savoir scien-

tifique dépend du temps et du lieu de sa formation, pour en conclure que le savoir scientifique ne peut pas prétendre à une valeur universelle, puisqu'il est la simple réflexion d'un temps et d'une culture donnés. Or, si le premier constat est (grosso modo) exact, le second est largement abusif. Les travaux de Copernic, par exemple, étaient sans doute influencés par de nombreux facteurs économiques et socio-culturels, tels la vision du monde physique de son temps, la multiplication des voyages, l'invention de l'imprimerie et la diffusion des livres. Mais reconnaître cela ne met pas nécessairement en question l'affirmation que la terre tourne autour de soleil.

D'autre part, les multiples utilisations abusives des inventions technologiques, allant de l'industrie florissante d'armes de plus en plus meurtrières jusqu'aux mises en péril de l'équilibre écologique de la terre et aux excès de la médecine hyper-technologique, ont contribué à la formation d'un esprit anti-science. Mais les courants anti-science oublient souvent que la technologie n'est en soi ni « bonne » ni « mauvaise » : tout dépend de l'usage qui en est fait. Ils oublient aussi que la science et la technologie sont des domaines différents, même si la frontière entre les deux n'est pas toujours facile à tracer. Très grossièrement, le but de la technologie est d'agir. Elle répond à la question « comment faire », et un bon technologue doit être avant tout un bon « décideur ». En revanche, le but de la science est de comprendre. Elle répond aux questions « comment » et « pourquoi ». La science questionne le monde et se questionne elle-même. Le sens critique, le scepticisme et le doute sont — ou au moins devraient être — des composantes importantes de toute recherche scientifique.

Les médecines parallèles se réclament d'une démarche d'un autre type, et d'un autre type de compréhension du monde physique. Leur vision de monde est soit proche de phénomènes de croyance religieuse — croyance en l'existence d'une gnose (une science secrète) ou d'une sagesse éternelle transmise par le savoir traditionnel —, soit elle constitue une tentative de construire une « para-science » façonnée à l'image de la science officielle, en oubliant cependant un tout petit détail : les principes fondamentaux de ladite science. La science est par définition une entreprise rationnelle, collective et cumulative. Elle ne peut donc opérer des retours en arrière. Pour la science, le retour à la perception du corps humain de Moyen âge est un événement aussi plausible que la résurrection d'un dinosaure. D'autre part, cette définition de la science exclut la possibilité d'utiliser une approche extérieure à la démarche scientifique pour invalider des lois scientifiques. Une telle tentative met en question le principe même de la rationalité scientifique. Et cela est un jeu dangereux.

Il est tout à fait possible que l'engouement actuel pour les « médecines parallèles » aura, en fin de compte, des résultats bénéfiques pour la médecine « officielle ». Il pourra stimuler une meilleure intégration des approches psychothérapeutiques et psychanalytiques dans la pratique médicale (il ne faut pas oublier que le point de départ des réflexions de Freud était une analyse de la relation médecin-malade, et une tentative de comprendre pourquoi la parole de médecin peut guérir). Il pourra aussi contribuer à l'évolution des disciplines, telles l'ethnomédecine et l'anthropologie médicale, qui étudient le contexte social et culturel de la maladie. Il pourra enfin encourager une meilleure écoute du malade, une meilleure prise en considération de sa personnalité et l'ensemble de ses problèmes, c'est-à-dire tout simplement contribuer à l'augmentation du nombre de bons médecins.

Selon toute vraisemblance, les médecines parallèles assouvissent aussi un authentique besoin de croyance. L'homme est loin d'être un être purement rationnel. Il a aussi besoin d'irrationalité, et le besoin de comportements rituels, de rêves et de mythes est ni moins fort ni moins essentiel que celui de rationalité. En outre, les médecines parallèles représentent le savoir scientifique d'autrefois, et on peut très légitimement avoir la nostalgie du passé. On peut aussi remarquer qu'en devenant mathématisée, analytique et causaliste, la science moderne a remplacé l'univers harmonieux dans lequel l'homme était partie intégrante du macrocosme par un monde logique et froid dans lequel l'homme n'arrive plus à trouver sa place. Si

les comportements chevaleresques du Moyen Age ont été noyés dans l'eau glacée du calcul égoïste, le cosmos chaleureux, interactif et intimiste d'autrefois a été englouti dans l'eau glacée du calcul tout court. La science de Képler et de Newton a remplacé la musique des sphères par des colonnes de chiffres, et celle de Lavoisier et de Priestley a substitué aux affinités électives entre les éléments de prosaïques liens chimiques entre molécules. La musique des sphères et les affinités électives ont été exilées du domaine des astronomes et des chimistes pour rejoindre celui — au moins aussi important — des rêveurs, des poètes et des amoureux.

Le domaine de l'onirique et du symbolique, du mythe et de l'art, est certes suffisamment vaste pour accueillir aussi la croyance en l'analogie entre le microcosme — l'homme — et le macrocosme — l'univers —, (fondement de la théorie des similitudes homéopathiques), la foi en l'existence des rythmes universels, en l'éternel retour, aux flux d'énergie cosmique etc. Et, puisque les représentations mentales sont bel et bien capables d'affecter les sensations physiques, la vision mythique et symbolique du corps humain générée par des médecines parallèles peut même servir à apaiser les souffrances de certains malades. A condition, cependant, de faire clairement la distinction entre le domaine du symbolique et du mythique de celui du rationnel, et de séparer autant que possible l'un de l'autre, c'est-à-dire d'utiliser rationnellement l'irrationnel.

Les adeptes conséquents des médecines parallèles proposent exactement le contraire. Ils se défendent corps et âme des interprétations magiques, symboliques ou poétiques de leur discours, et prétendent proposer un mode de connaisance de monde physique au moins aussi légitime que celui des scientifiques. L'ultime logique de leur démarche est donc de dissoudre le rationnel de la science dans une multitude de croyances. Or, si la diffusion des médecines parallèles risque de saper l'adhésion aux principes de rationalité et de remplacer le scepticisme par des phénomènes de croyance, le prix à payer pour le soulagement que ces thérapies offrent à certains malades peut s'avérer beaucoup trop élevé. L'histoire de la civilisation est étroitement liée à l'histoire de la rationalité. Au XIX^{e} siècle, le temps des triomphes de l'idéologie scientiste, les hommes ont cru que les comportements irrationnels allaient disparaître d'eux-mêmes grâce au progrès linéaire et ininterrompu du savoir. L'expérience historique a montré, malheureusement, qu'il n'en est rien. La rationalité est un phénomène bien fragile, qui peut très facilement céder la place aux comportements irrationnels. Elle a donc fortement besoin d'être protégée. Dans les nouvelles policières de G. K. Chesterton, les spectateurs assistent à un enchaînement de circonstances perçu d'abord comme un événement surnaturel. Le héros, un prêtre catholique nommé le Père Brown, démontre par la suite qu'il s'agit en fait d'un événement tout a fait naturel. De tels événements prétendus surnaturels sont souvent exploités par des malfaiteurs, qui profitent de l'irrationalité ambiante et de la tendance à « croire en n'importe quoi » pour réaliser impunément leurs sombres machinations. Le père Brown affirme que la défaite de la rationalité est le résultat de l'affaiblissement de la religion. Les gens qui ont perdu la foi assouvissent indistinctement leur besoin de croyance avec tout ce qui leur tombe sous la main. Il se peut que cet argument contienne un fond de vérité. Cependant, même si l'Eglise a fait du chemin depuis le temps de Galilée, et qu'elle se garde bien d'entrer en conflit avec la science, on peut difficilement recommander aux lecteurs d'un journal marxiste de barrer la route à l'irrationalité par le retour à la foi en la Sainte Trinité et en l'Immaculée Conception. Malheureusement, on ne peut pas non plus leur offrir les joies de la foi dans le « Petit Père des Peuples », dans les « Lendemains qui chantent », ou même dans les « Lois inéluctables de l'Histoire »... On peut seulement leur proposer les avantages incertains de la lucidité. C'est une position inconfortable, certes. Mais, au vu des leçons de l'histoire récente, et des dangers du futur (imaginez, par exemple, les conséquences des comportements irrationnels des détenteurs des armes nucléaires, ou les dangers d'irrationalité si l'épidémie du SIDA prenait des proportions vraiment inquiétantes), est-ce qu'on peut vraiment se permettre le luxe de positions plus confortables ?

Les très étonnantes découvertes du professeur Benveniste.

Sur les licornes et la mémoire de l'eau

KLARA ROBAK

C'était, de longue date, un secret de polichinelle. La grande presse en a parlé à plusieurs reprises : un laboratoire francais de renom a enfin prouvé que des « dilutions homéopathiques » de substances actives ont des effets biologiques importants. Le directeur du laboratoire en question, le professeur Benveniste, directeur de recherche à INSERM (U-200 à Clamart) a réalisé ces travaux importants dans le cadre d'un contrat de recherches financé par les laboratoires Boiron, premiers producteurs francais de médicaments homéopathiques. Des résultats partiels de ces recherches ont d'abord été diffusés dans des journaux scientifiques plutôt confidentiels et dans des réunions d'homéopathes ; puis le professeur Benveniste, de plus en plus convaincu qu'il est sur la voie d'une découverte scientifique majeure, s'est efforcé de faire publier ses résultats dans un des journaux scientifiques les plus prestigieux du monde : *Nature* (Londres).

Après deux années de négociations serrées, et la confirmation des travaux du laboratoire francais par trois équipes étrangères qui ont collaboré avec le laboratoire de Clamart, la revue britannique a finalement publié l'article du professeur Benveniste et de ses collaborateurs. Elle a toutefois accompagné cette publication d'un commentaire extrêmement prudent et s'est réservée le droit d'envoyer une commission d'enquête dans le laboratoire du professeur Benveniste. La rédaction de *Nature* a caractérisé les résultats de professeur Benveniste et de ses collaborateurs comme « incroyables ». En effet, ces résultats allaient à l'encontre des principes fondamentaux de la science contemporaine. Le professeur Benveniste a affirmé que des effets biologiques spécifiques ont été découverts dans des dilutions allant jusqu'au 10^{-120}, (tandis que dans son système expérimental, une dilution de 10^{-14} devrait déjà représenter moins d'une molécule par tube à essai). Selon lui, il y a donc des effets moléculaires sans molécule, transmis par ce qu'il appelle « la mémoire de l'eau ». Ces découvertes semblent confirmer les résultats cliniques obtenus par des médecins homéopathes avec des dilutions très élevées de produits actifs, dilutions qui en principe ne contiennent plus aucune molécule du produit utilisé. Il est peu étonnant que l'article du professeur Benveniste — sans le commentaire prudent de la rédaction de *Nature* — ait été fièrement envoyé par les laboratoires Boiron à toutes les officines pharmaceutiques de France.

La commission d'enquête de la revue *Nature* — envoyée, fait plutôt bizarre, après la publication de l'article du professeur Benveniste et son équipe — était composée du rédacteur en chef de cette revue (un physicien), d'un spécialiste de la détection des fraudes scientifiques et d'un magicien professionnel. La commission a passé une semaine dans le laboratoire de Clamart, a discuté avec les chercheurs, examiné les cahiers du laboratoire, réalisé certaines expériences, elle a finalement publié un rapport plutôt assassin (non diffusé par le laboratoire Boiron...). Il peut être ainsi résumé : « Ce n'est pas sérieux »...

Le professeur Benveniste, outré, a expliqué que, durant les premiers jours du séjour de la commission, toutes les expériences ont réussi à merveille et que les enquêteurs ont fondé leurs conclusions uniquement sur les résultats des trois dernières expériences qui ont échoué du fait de la pression psychologique et de l'atmosphère de terreur intellectuelle instaurée dans le laboratoire. Il a affirmé que la commission était venue avec l'idée fixe de démolir ses travaux pour la seule raison qu'ils dérangent, puisqu'ils sont contraires aux dogmes scientifiques actuels. La prétendue « enquête » n'a rien de commun avec la science et relève d'une chasse aux sorcières dans la pire tradition du maccarthysme.

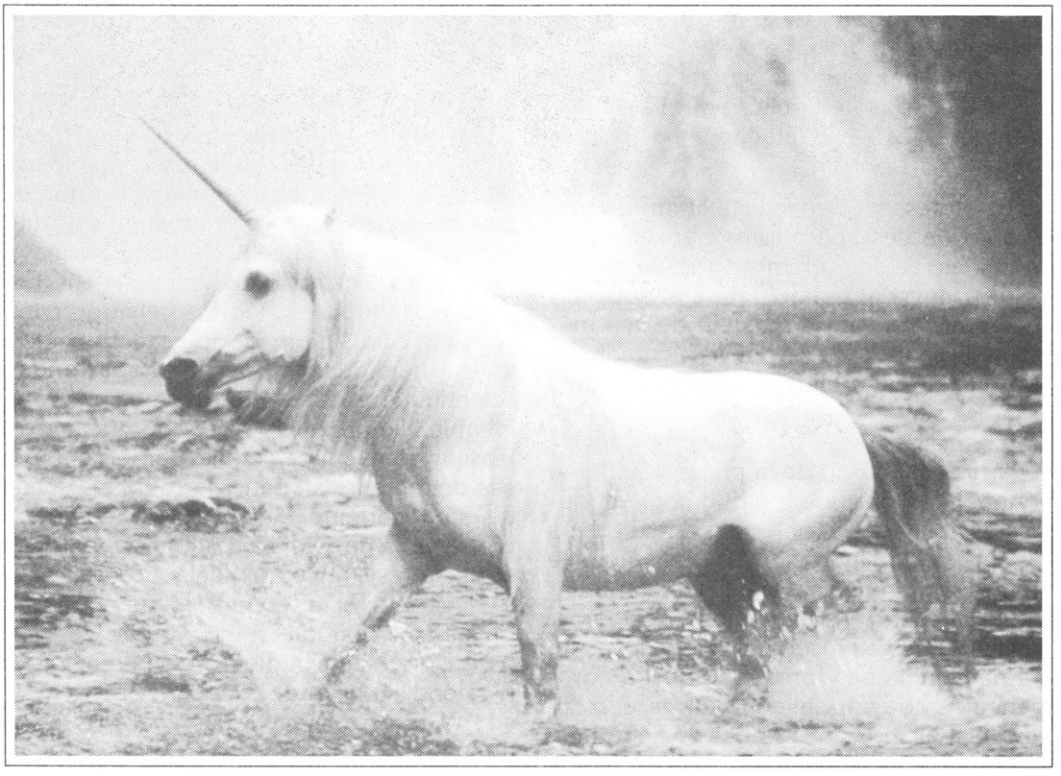
De quoi s'agit-il donc ? D'une découverte majeure menacée d'étouffement par un establishment scientifique sclérosé et timoré ? Ou d'une manipulation habile de l'opinion publique, afin d'augmenter des profits (qui peuvent être non négligeables, vu le coût des matières premières...), par l'industrie du médicament homéopathique (environ 15 % du marché des médicaments en France) ? Existe-t-il une « affaire Benveniste » ?

Pour y voir un peu plus clair, essayons de comprendre le système expérimental à l'origine de la polémique. Le fameux article (le premier) de *Nature* affirmait que des dilutions extrêmement élevées d'anticorps du type anti-IgE arrivent à induire spécifiquement une réaction biologique très sensible : la « dégranulation des basophiles ». Les basophiles, un type de globules blancs du sang, sont impliqués dans des réactions allergiques. Dans l'état normal, le cytoplasme d'un basophile contient de nombreux granules. De plus ces cellules ont sur leur surface des anticorps de type spécial : les IgE. Quand les basophiles d'un sujet allergique sont en contact avec la substance à laquelle ce sujet est sensible, il se produit une « dégranulation », c'est-à-dire une rupture de ces granules et la libération d'une substance chimique — la histamine — qui induit des symptômes d'allergie. On peut artificiellement mimer une situation d'allergie, en utilisant des basophiles d'un sujet non-allergique qu'on met en contact avec des anticorps « anti-IgE » qui réagissent à la membrane des basophiles. C'est ce dernier test qui a été utilisé par le professeur Benveniste et son équipe.

La dégranulation des basophiles est un test biologique spécifique et sensible. Il souffre cependant de certaines limites, d'ailleurs fréquentes dans des tests biologiques qui utilisent des cellules vivantes : une grande variabilité des réponses, d'une part, et des problèmes liés au mode de lecture des résultats, d'autre part. En effet, la commission d'enquête a trouvé que les résultats obtenus par l'équipe de Clamart ont été très variables et que, occasionnellement, le laboratoire est passé par des périodes pendant lesquelles les expériences ne « marchaient pas du tout ». Par ailleurs, le pourcentage des cellules dégranulées est déterminé par le comptage, au microscope, du nombre des cellules positives. Une telle méthode de lecture est particulièrement propice aux erreurs qui sont le résultat d'une volonté (parfaitement inconsciente) d'obtenir un résultat donné. Un moyen simple de réduire les erreurs dues a la subjectivité de l'expérimentateur existe cependant : lire tous les résultats « en double aveugle » (c'est-à-dire que celui qui lit les préparations ne sait pas à quoi correspond sa lecture), et de préférence par plus d'une personne. Or, les enquêteurs de *Nature* ont constaté à leur grand étonnement que, si certaines expériences ont été réalisées en « double aveugle », la méthode n'était nullement utilisée systématiquement dans le laboratoire. En règle générale, les expériences ont été faites, du début à la fin, par une seule personne, réputée comme « faisant marcher » ces expériences.

Le problème est d'ordre plus général. Déjà à la lecture de l'article original parlant de la découverte de l'« effet des hautes dilutions », on a pu être frappé par la disproportion entre le caractère extraordinaire de la découverte annoncée et le caractère on ne peut plus ordinaire de la preuve fournie. Le professeur Benveniste affirme qu'il a obtenu des effets moléculaires sans molécules grâce à la « mémoire de l'eau ». Et donc qu'il faut au mieux réviser sérieusement, sinon carrément jeter à la poubelle de l'histoire, une bonne partie de la science contemporaire, à commencer par toutes les expériences qui, en biologie et en médecine, ont toujours naïvement utilisé comme solvant de l'eau, sans se soucier de son éventuelle « mémoire ». Il affirme aussi qu'il s'agit d'un fait scientifique sûr, puisque plusieurs chercheurs en quatre laboratoires l'ont observé à maintes reprises. La rédaction de *Nature* a probablement fortement soupçonné une fraude ; sinon pourquoi inviter un magicien et non un spécialiste en immunologie qui connaît bien le test en question ? Ce soupçon a soulevé une indignation bien compréhensible de la part du professeur Benveniste. En effet, malgré tous leurs efforts, les enquêteurs n'ont pas trouvé la moindre trace d'une tromperie délibérée (d'ailleurs difficilement concevable dans le cas d'un phénomène observé dans quatre laboratoires différents). On peut donc en toute tranquillité, écartant la possibilité d'une fraude, faire pleinement confiance à la bonne foi de chercheurs qui ont travaillé sur les effets des hautes dilutions, et accepter qu'ils ont bel et bien observé les résultats qu'ils rapportent.

Mais est-ce-que ces résultats prouvent, au-delà d'un doute raisonnable, l'existence de ce que le professeur Benveniste appelle maintenant « une biologie méta-molécu-



laire » ? Avant d'arriver à des conclusions aussi spectaculaires ne faudrait-il pas d'abord être absolument sûr que ces résultats ont été vraiment obtenus en l'absence de molécules ? Il y a peut-être encore quelques possibilités à éliminer avant de déclarer la faillite de la science. Par exemple, il peut s'agir tout bêtement d'un artefact de laboratoire. Des erreurs d'expérimentation et des artefacts de laboratoire — observés en toute bonne foi par des nombreux chercheurs compétents — sont en effet une chose assez commune dans le domaine de la science. Le cas de l'« eau polymérisée » découverte par des savants soviétiques, et qui plus tard s'est révélée être une eau tout à fait ordinaire ayant acquis ses propriétés extraordinaires par une contamination chimique, est peut-être l'artefact de laboratoire le plus connu du grand public. Il est cependant loin d'être un cas unique. Presque chaque discipline scientifique a son lot de cas semblables.

Un artefact de laboratoire peut expliquer des résultats obtenus par l'équipe du professeur Benveniste sans recourir aux nouvelles lois de la matière. L'artefact le plus vraisemblable (mais pas le seul possible) serait la présence d'une contamination accidentelle dans des tubes de « haute dilution ». Selon les enquêteurs de *Nature*, les chercheurs de Clamart n'ont pris aucune mesure de vigilance particulière (comme, par exemple, des soins spéciaux pour éviter des contaminations par éclaboussures) lors de leurs expériences. En outre, l'équipe de Clamart a strictement adhéré à la manière rituelle de préparer des médicaments homéopathiques. Ainsi, les dilutions ne devraient par être transférées du tube dans lequel elles ont été préparées à un autre, et une agitation vigoureuse d'au moins dix secondes s'est avérée indispensable pour obtenir des préparations actives. Ce qui a amené un immunologue renommé, le professeur Nisonoff de l'université de Brandeis (USA), à faire remarquer qu'on a finalement découvert comment James Bond était capable de distinguer des Martini frappés de Martini mélangés. Plus sérieusement, d'autres chercheurs ont affirmé que, dans ces conditions, il est difficile d'exclure la possibilité que l'exactitude des dilutions pourrait, par

exemple, être faussée par l'adhésion de molécules d'IgE aux paroies des tubes à essais, ou par leur agrégation à d'autres molécules du milieu utilisé pour la dilution avant qu'elles s'en détachent par l'agitation.

Le professeur Benveniste affirme maintenant que des spécialistes dans d'autres domaines — des chimistes, des physiciens — devraient se joindre à ses recherches pour élucider le mystère de la « mémoire de l'eau ». Mais il n'a visiblement pas pensé avant la publication de ses résultats à s'adresser à ces spécialistes — des radio-chimistes, des physiciens spécialistes de la dissolution ou de la phase liquide —, pour vérifier, par une méthodologie rigoureuse, l'absence de molécules actives dans ses « hautes dilutions ». A l'évidence, le professeur Benveniste était suffisamment sûr de la réalité de son phénomène pour ne pas le mettre sérieusement à l'épreuve. Ce qui ne signifie pas forcément qu'il a commencé ses travaux avec la ferme conviction qu'il allait trouver la base scientifique de l'homéopathie. Il est tout à fait possible qu'il les a initiés sans parti pris, et que c'est ensuite qu'il fut converti aux pouvoirs des « hautes dilutions », lors des premiers résultats fort surprenants observés. Le résultat — pas très étonnant chez un converti de fraîche date — en fut, peut-être, une certaine défaillance du sens critique...

Le professeur Benveniste était suffisamment sûr de ses résultats pour préparer le champagne afin de fêter les conclusions, forcément positives, de l'enquête de la commission envoyée par *Nature*. Quand les rapports avec la commission d'enquête ont tourné à l'aigre, il a multiplié les attaques contre cette commission, l'accusant de mauvaise foi (probable), incompétence en immunologie (certaine), et par-dessus tout de terrorisme intellectuel (douteux). Il a attribué l'échec des expériences observées par la commission, d'une part au hasard, d'autre part à l'atmosphère de tension anormale régnant dans le laboratoire. L'explication est tout à fait plausible : que celui qui n'a jamais raté une expérience jette la première pierre. Mais, au-delà de ces accusations de chasse aux sorcières, le professeur Benveniste est étonnamment muet sur la conclusion principale de la commission : le manque de rigueur scientifique de sa recherche. L'argument principal qu'il oppose aux accusations très précises de la commission est qu'il ne comprend pas pourquoi on juge si sévèrement chaque détail de sa procédure expérimentale. Il a répété à plusieurs reprises que la qualité technique de son travail n'est nullement inférieure à celle d'autres (bonnes) recherches scientifiques qui utilisent les mêmes méthodes. Derrière cet argument pointe l'accusation de persécution des idées hétérodoxes par l'establishment scientifique. Les contrôles d'une sévérité inhabituelle auxquels a été soumis le professeur Benveniste, et l'acharnement de ses détracteurs à vérifier le moindre détail de sa technique, seraient la preuve du conservatisme de l'institution scientifique et de sa résistance aux idées nouvelles.

Il est vrai, en effet, que les méthodes de travail utilisées dans le laboratoire de Clamart sont d'une rigueur scientifique amplement suffisante pour une recherche scientifique ordinaire : par exemple pour une investigation qui utilise le test de dégranulation des basophiles pour déterminer les causes d'allergie de certains sujets. Dans une telle recherche on ne prend pas des précautions extraordinaires, et une erreur occasionnelle n'invalide nullement l'ensemble des résultats obtenus (même si ce n'est pas toujours très drôle pour la victime qui, pour une telle erreur, se voit obligée par exemple de se séparer de son minou bien-aimé pour découvrir plus tard qu'elle était en fait allergique aux endives). Mais les exigences de rigueur peuvent être les mêmes si le but de la recherche en question est de fonder une nouvelle science de la « biologie méta-moléculaire » ? Ce problème a été résumé par un des membres de la commission d'enquête de *Nature* : *« Si je vous raconte que je garde une chèvre dans mon jardin, et que vous voulez le vérifier, il suffit de demander à quelqu'un qui passe dans le coin de jeter un coup d'œil à travers les grilles du jardin, pour pouvoir affirmer : "Oui, ce type a une chèvre". Mais que feriez-vous si j'affirme que j'ai une licorne dans mon jardin ? »*

Pour le moment, on manque toujours de preuves irréfutables de l'existence de la licorne.

Index chronologique des articles parus en 1988

Vous trouverez ci-après le sommaire de chaque numéro de *Critique communiste*.

Janvier 1988, n° 70

SITEL Francis ..... Les paradoxes de la cohabitation
LANTIER Jean ..... XXVI[e] Congrès du PCF : trois questions
MOREL Michel ..... Entretien avec deux dirigeants du VSP (RFA)
LEQUENNE Michel ..... Le cercle vicieux de la guerre d'Afghanistan
LEQUENNE Michel ..... Le miracle Héraclite

Février 1988, n° 71

SITEL Francis ..... Campagne Juquin : « L'heure de vérité »
TORT Patrick ..... De l'invention en politique
HANNE Didier ..... 1986-1988 : les libertés en insécurité
LEYSSINA Julien ..... Faut-il réglementer le droit de grève ?
HANNE Didier ..... Le droit, les libertés, la transition
LEQUENNE Michel ..... Il y a 50 ans, la mort de Léon Sedov
JONAS Christian ..... Les mémoires du général Macriyannis
LOWY Michael ..... Matérialisme et morale (sur un livre de Yvon Quiniou)

Mars 1988, n° 72

CHERBOURG Jacques ..... Répondre à la crise (Dossier)
DURAND Maxime ..... Répondre à la crise : quelques arguments
NICOLAS Elie ..... Chômage, précarité, flexibilité : une trilogie redoutable
HANNE Didier ..... René Char : le visage final
DIETRICH François ..... M. Gorbatchev ou la quadrature du cercle
CAMERON David ..... A nouveau sur le Parti bolchevik

Avril 1988, n° 73

DIETRICH François ..... Juquin : un vote pour l'avenir
GABRIEL Claude ..... Kanaky : un seul vote, l'indépendance
ARTOUS Antoine ..... Crise du *Matin*, liberté de la presse
CASSETIN Paul ..... Du plomb à l'octet
MOREL Michel ..... Italie : la montée des comités de base
MOREL Michel ..... Cobas et syndicats
TRAVERSO Enzo ..... Rédemption et utopie
ROUSSET Pierre ..... Les Cahiers d'étude et de recherche

Mai 1988, n° 73

DIETRICH François ..... Un fauteuil de verre
SITEL Francis ..... La troisième crise
SITEL Francis ..... PCF : les soubresauts
DIETRICH François ..... Extrême gauche : Trotsky se retourne dans sa tombe
SITEL Francis ..... Campagne Juquin : un premier bilan
TABLE RONDE ..... Mai 68 : nous l'avons tant aimé
BENSAID Daniel ..... Mai 68 et l'air du temps
Hommage à Daniel Guérin

Juin 1988, n° 75

SITEL Francis ..... L'assemblée ric-rac
DUVAL François ..... PS : que faire du 8 mai 1988 ?
VIGUIER Henri ..... L'industrie des armes : désarmement et reconversion

TRAVERSO Enzo ..... Le marxisme aux Etats-Unis
HANNE Didier ..... André Breton, de toute beauté, la révolution

Juillet 1988, n° 76

BROSSAT Alain ..... Savoir et croire
DIETRICH François ..... Quatre questions à Anne Tristan
TRAVERSO Enzo ..... Historiens allemands et crimes nazis
ROLLAT Alain ..... Le Pen, miroir de la France 1988
SITEL Francis ..... Fascisme, lepénisme et bourgeoisie
MAHEU Nicolas ..... L'illusion démocratique
LOWY Michael ..... Les intellectuels allemands contre le nazisme
HANNE Didier ..... L'horreur pénale
LOWY Michael ..... Un appel à la lutte idéologique
JABER Salah ..... *L'Ennemi intérieur* de Maurice Rajsfus

Septembre 1988, n° 77

SITEL Francis ..... Entretien avec G. Wasserman et C. Llabrès
BARZMAN John ..... Huit ans de reaganisme, l'envers du décor
BENSAID Daniel ..... Adieu à Guy Hocquenghem
BENSAID Daniel ..... Cette troublante bizarrerie de l'âme
BENSAID Daniel ..... Sur le livre d'Alain Brossat, *les Agents de Moscou*
HANNE Didier ..... Henri Michaux : qu'il repose en révolte
LEQUENNE Michel ..... Henri Michaux, le visionnaire

Octobre 1988, n° 78

RHODES Alain ..... Kanaky, le plan Rocard contre l'indépendance
DIETRICH François ..... Le mouvement des infirmières, la nouvelle vague
SITEL Francis ..... Pour un communisme du XXIe siècle, sur le texte des rénovateurs
TRAVERSO Enzo ..... Otto Bauer et la question nationale
VOLOCHINOV Sergueï ..... Avignon 1988 : le Melkior théâtre

Novembre-décembre 1988, n° 79-80

DIETRICH François ..... Léon Trotsky ou le prophète du possible
VERLA Catherine ..... Le passé présent
SEPPO David ..... Conflits du travail en URSS
SITEL Francis ..... Entretien avec Pierre Broué
MANDEL Ernest ..... Sur le *Trotsky* de Pierre Broué
ROUSSET Pierre ..... Internationalisme et solidarité anti-impérialiste
WATERMAN Peter ..... Vers l'an 2000 : pour un nouvel internationalisme ouvrier et démocratique
GABRIEL Claude ..... Kanaky : bilan d'un référendum

POUR VOUS ABONNER	France DOM-TOM	Etranger
1. Soutien (*Rouge* et *Critique communiste*) 3 mois : 200 F 6 mois : 400 F 1 an : 800 F		
2. Avec la presse de la LCR (1 an d'abonnement à *Rouge* et *Critique communiste*)	450 F	500 F
3. Six mois de l'hebdo *Rouge*	160 F	
4. Un an du mensuel *Critique communiste*	150 F	170 F
5. Un an du trimestriel *Cahiers du féminisme*	80 F	95 F

Nom .....
Prénom .....
Adresse .....
.....
.....
numéro de
la formule choisie ...

Règlement à l'ordre de :
PEC
2, rue Richard-Lenoir
93100 Montreuil
☎ *48 59 00 80*

NOUVEAUTES LA BRECHE

***La Médecine à l'époque de la Révolution française*, Jean Lambert, préface de Michel Lequenne, 104 pages, 60 F.**
Au XVIII[e] siècle, la médecine n'avait plus rien de commun avec les simagrées « diafoiresques » du siècle précédent. Même si l'institution était sclérosée, les médecins étaient sensibles aux idées nouvelles et participaient du grand mouvement qui allait bouleverser la société.
Dans ce petit livre, Jean Lambert, médecin lui-même et révolutionnaire, va chercher dans les articles de l'époque quelles étaient les pratiques médicales dans la région de Reims. Les médecins de cette ville, au nombre de cinq, reçurent tous leur certificat durant la Révolution.

***Quant l'Amérique s'embrasera*, Orlando Núñez, Roger Burbach, préface de Michael Löwy, 160 pages, 70 F.**
Orlando Núñez, dirigeant nicaraguayen, et Roger Burbach, sociologue nord-américain, directeur du CENSA et de la revue *Strategic Reports*, ont écrit ensemble cet ouvrage qui aborde, de manière critique, quelques-uns des principaux problèmes posés par la révolution au Nicaragua et en Amérique latine et, plus généralement, par le socialisme à notre époque.
Après des études à la Sorbonne et avoir combattu Somoza, Orlando Núñez dirige aujourd'hui le Centre d'études et de recherches agraires au Nicaragua.
Ce volume, préfacé par Michael Löwy, déjà publié en anglais et en espagnol, et qui a obtenu le prix Carlos Fonseca, intéressera en priorité tous ceux qui sont solidaires de la révolution nicaraguayenne.

A paraître en avril : *Où va l'URSS de Gorbatchev ?*, d'Ernest Mandel.

Tous ces titres peuvent être commandés à PEC : 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil. Ils sont en vente ou peuvent être commandés dans toutes les librairies (distribution Distique, diffusion CLEA). Pour toute commande directe à Montreuil, ajouter 16 F de frais de port et joindre un chèque à l'ordre de PEC.

librairie
diffusion
LA BRECHE

heures d'ouverture
lundi : de 14 h 00 à 20 h 00
du mardi au samedi
de 12 h 00 à 20 h 00

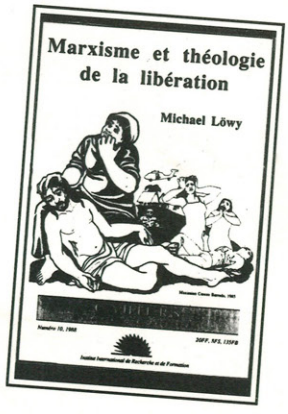
Achetez-y tous vos livres

5 % d'avoir à partir
de 500 F d'achats (de livres)

9, rue de Tunis, 75011 Paris
Tél : 43 67 63 57

Marxisme et théologie de la libération

Michael Löwy, Cahiers d'études et de recherches n° 10, 40 pages, 20 F. (A commander à CER, 2 rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil, chèque à l'ordre de Pierre Rousset.)
L'émergence du christianisme révolutionnaire et de la théologie de la libération en Amérique latine pose des questions nouvelles auxquelles on ne peut répondre sans renouveler l'analyse marxiste de la religion. Ce numéro des *Cahiers d'études et de recherches* fait le point sur cette question, tant du point de vue théorique (plusieurs chapitres sont consacrés à l'histoire de la théologie de la libération et à ses rapports avec le marxisme) que pratique (l'Eglise brésilienne, le sandinisme et la religion). Il y a également des extrait de textes de Frei Betto, théologien brésilien important et engagé.



Critique Communiste

Revue mensuelle de la LCR éditée par la société PEC
Rédaction et administration : 2, rue Richard Lenoir. 93100 Montreuil-sous-Bois.
Tél : 48.59.00.80
Directeur de la publication : **Christian Lamotte.** Imprimerie Rotographie.
ISSN : 0759-0989 N° : 56 551